



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Compte / Rechnung 2015

Message du Conseil d'Etat
Botschaft des Staatsrates

Message concernant le compte de l'Etat du Valais pour l'année 2015

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais
au
Grand Conseil

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Conformément aux dispositions de la Constitution cantonale et des articles 27 et 28 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 (LGCAF), le Conseil d'Etat a l'honneur de soumettre à votre examen et à votre approbation les résultats du compte de l'Etat pour l'année 2015.

Nous transmettons dès lors à la Haute Assemblée l'ensemble des documents relatifs au compte de l'Etat pour l'année 2015 et saisissons cette occasion pour vous présenter, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, l'assurance de notre haute considération et pour vous recommander, avec nous, à la protection divine.

Sion, mars 2016

Le Président du Conseil d'Etat : **Jacques Melly**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Botschaft betreffend die Rechnung des Staates Wallis für das Jahr 2015

Der Staatsrat des Kantons Wallis
an den
Grossen Rat

Sehr geehrter Herr Präsident
Sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete

Gemäss den Bestimmungen der Kantonsverfassung und den Artikeln 27 und 28 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) vom 24. Juni 1980 beehrt sich der Staatsrat, Ihnen das Ergebnis der Rechnung 2015 zur Prüfung und Genehmigung zu unterbreiten.

Der Staatsrat ersucht die Hohe Versammlung, die Rechnung 2015 zu genehmigen und entbietet Ihnen, sehr geehrter Herr Präsident, sehr geehrte Damen und Herren Abgeordnete, den Ausdruck seiner vorzüglichen Hochachtung und empfiehlt Sie, samt ihm, dem Machtschutze Gottes.

Sitten, im März 2016

Der Präsident des Staatsrates : **Jacques Melly**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Table des matières

• Résumé	3
• Structure du compte 2015	4
• Vue financière	5
Aperçu général	5
Compte de fonctionnement	6
Compte des investissements	7
Marge d'autofinancement et investissements nets	7
Bilan	8
Indicateurs	9
Classification fonctionnelle	10
• Contexte	11
Situation économique générale	11
Economie suisse	11
Economie valaisanne	12
Finances du secteur public	13
• Etablissement du compte : lignes directrices	14
• Données financières	16
Charges d'exploitation	18
Revenus d'exploitation	24
Charges et revenus financiers	28
Charges et revenus extraordinaires	29
Compte des investissements	31
Bilan	34
Actifs	34
Passifs	35
Annexe au bilan	37
• Projet de décision	38
• Annexes	39

Inhaltsverzeichnis

• Zusammenfassung	3
• Gliederung der Rechnung 2015	4
• Finanzielle Sicht	5
Gesamtüberblick	5
Laufende Rechnung	6
Investitionsrechnung	7
Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen	7
Bilanz	8
Kennzahlen	9
Funktionale Gliederung	10
• Umfeld	11
Allgemeine Wirtschaftslage	11
Schweizer Wirtschaft	11
Walliser Wirtschaft	12
Finanzen der öffentlichen Hand	13
• Leitlinien für die Rechnungserstellung	14
• Finanzdaten	16
Betrieblicher Aufwand	18
Betrieblicher Ertrag	24
Finanzaufwand und -ertrag	28
Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag	29
Investitionsrechnung	31
Bilanz	34
Aktiven	34
Passiven	35
Anhang zur Jahresrechnung	37
• Beschlussentwurf	38
• Anhang	39

Résumé

Grâce à une importante distribution de bénéfice de la Banque nationale suisse (BNS), à une croissance des recettes fiscales et à une gestion maîtrisée des charges, le compte de l'Etat du Valais clôture l'exercice 2015 avec des résultats positifs. Il présente un excédent de revenus de 95,7 mios et un excédent de financement de 97,2 mios. Après l'amortissement des découverts, le compte 2015 boucle sur un résultat équilibré. Les exigences constitutionnelles du frein aux dépenses et à l'endettement sont ainsi respectées. Les deux excédents sont intégralement employés à compenser les découverts comptables, respectivement financiers, des comptes 2013 et 2014. A fin 2015, les soldes des découverts comptables et financiers encore à amortir se montent à respectivement 41,8 mios et 69,7 mios.

Malgré la forte appréciation de la monnaie helvétique qui a suivi l'abandon du cours plancher EUR/CHF annoncé en début d'année par la BNS, l'activité économique valaisanne a affiché en 2015 une croissance résiliente, à l'instar de l'économie nationale. Le tourisme et les exportations ont été les deux secteurs les plus durement affectés par le choc monétaire, sans toutefois confirmer les craintes d'effondrement pressenties lors de l'annonce de la BNS en janvier 2015.

Le compte 2015 du Canton du Valais présente les caractéristiques suivantes :

- des recettes fiscales supérieures aux prévisions budgétaires pour 47,7 mios ou 3,9%, de même qu'une augmentation de la part cantonale à l'impôt anticipé de 7,7 mios ou 42,5% par rapport au budget ;
- la double distribution de bénéfice de la BNS, laquelle représente des recettes de 53,5 mios pour le Canton du Valais ;
- la confirmation de l'augmentation des montants perçus au titre de la péréquation intercantonale par rapport au compte 2014 (+46,3 mios ou +8,9%) ;
- une attribution de 44,9 mios au fonds de compensation des fluctuations de recettes ;
- le maintien de l'échelle salariale au niveau 2014 ;
- un niveau d'investissement élevé, s'inscrivant dans la moyenne des trois derniers exercices, avec des dépenses brutes pour 506,6 mios et des dépenses nettes pour 181,3 mios ;
- un amortissement accéléré des découverts comptables et financiers 2013 et 2014, rendu possible par les résultats du compte 2015.

Zusammenfassung

Dank einer namhaften Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB), mehr Steuereinnahmen und einer guten Ausgabendisziplin schliesst die Walliser Staatsrechnung 2015 mit positiven Resultaten ab. Sie weist einen Ertragsüberschuss von 95,7 Mio. Franken und einen Finanzierungsüberschuss von 97,2 Mio. aus. Nach Abschreibung der Fehlbeträge schliesst die Rechnung 2015 mit einem ausgeglichenen Ergebnis ab. Die Verfassungsvorgaben der Schulden- und Ausgabenbremse werden somit eingehalten. Die Überschüsse werden vollständig für die Abschreibung der buchhalterischen und finanziellen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 verwendet. Danach beträgt per Ende 2015 der noch abzuschreibende buchhalterische Fehlbetrag 41,8 Mio. und der finanzielle Fehlbetrag 69,7 Mio.

Trotz der starken Aufwertung des Schweizer Francs nach Aufhebung des Euro-Mindestkurses durch die SNB von Anfang Jahr zeigte sowohl die Walliser als auch die Schweizer Wirtschaft 2015 ein widerstandsfähiges Wachstum. Der Tourismus und die Exporte hatten am meisten unter dem Währungsschock zu leiden, auch wenn die Auswirkungen nicht ganz so verheerend waren, wie bei der Ankündigung der SNB im Januar 2015 erwartet.

Die Rechnung 2015 des Kantons Wallis weist folgende Merkmale auf :

- die Steuereinnahmen, die 47,7 Mio. Franken oder 3,9% über den Budgeterwartungen liegen, sowie der Anteil der Verrechnungssteuer, der 7,7 Mio. oder 42,5% höher ist als budgetiert ;
- die doppelte Gewinnausschüttung der Schweizerischen Nationalbank (SNB), was Einnahmen in der Höhe von 53,5 Mio. für den Kanton Wallis ausmacht ;
- die Bestätigung der Zunahme der Einnahmen aus dem interkantonalen Finanzausgleich im Vergleich zur Rechnung 2014 (+46,3 Mio. oder +8,9%) ;
- eine Einlage von 44,9 Mio. in den Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen ;
- die Beibehaltung der Lohnskala auf dem Niveau von 2014 ;
- ein hohes Investitionsniveau mit Bruttoausgaben von 506,6 Mio. und Nettoausgaben von 181,3 Mio., welches dem Durchschnitt der letzten drei Jahre entspricht ;
- eine schnellere Abschreibung der buchhalterischen und finanziellen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 dank dem Ergebnis der Rechnung 2015.

Structure du compte 2015

Conformément aux dispositions légales en vigueur, le compte, soumis à l'approbation du Grand Conseil, présente le message du Conseil d'Etat (volume 1) et le compte administratif (volume 2).

Le message du Conseil d'Etat

Le message est le rapport explicatif qui accompagne tout projet d'acte législatif que le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil (art. 27 de la LGCAF).

Y sont présentés et commentés le contexte économique de l'année écoulée, les principes et méthodes comptables utilisés, les principaux résultats (compte de fonctionnement et compte des investissements) et statistiques financières, ainsi que le projet de décision.

Le compte administratif

Pour ce qui est de sa structure et de son contenu, le compte de l'Etat est soumis aux mêmes principes que ceux applicables au budget. Y sont donc présentés les éléments suivants :

- un aperçu général des résultats, des charges et revenus du compte de fonctionnement, des recettes et dépenses du compte des investissements ;
- la classification fonctionnelle des dépenses ;
- la mention des crédits supplémentaires ;
- le bilan de l'Etat au 31 décembre 2015 ;
- la situation des prêts et participations du patrimoine administratif, des titres et participations permanentes, des dettes à moyen et long terme, des financements spéciaux et préfinancements des dépenses ;
- un tableau des cautionnements et des garanties fournis par l'Etat ;
- la situation du fonds cantonal pour l'emploi au 31 décembre 2015 ;
- un tableau synoptique des crédits d'engagement ;
- les rapports de controlling.

Les rapports de controlling sont présentés et commentés par unité organisationnelle et constituent un état des lieux de la mise en œuvre des mandats de prestations politiques approuvés dans le cadre du budget par le Grand Conseil.

Gliederung der Rechnung 2015

Entsprechend den geltenden gesetzlichen Vorschriften umfasst die Rechnung, die dem Grossen Rat vorgelegt wird, die Botschaft des Staatsrates (Band 1) und die Verwaltungsrechnung (Band 2).

Botschaft des Staatsrates

Die Botschaft ist ein erläuternder Bericht, der allen Beschlussentwürfen beiliegt, die der Staatsrat dem Grossen Rat unterbreitet (Art. 27 FHG).

In der vorliegenden Botschaft werden folgende Punkte präsentiert und kommentiert : die wirtschaftlichen Rahmenbedingungen des vergangenen Jahres, die angewandten Buchhaltungsgrundsätze und -methoden, die wichtigsten Finanzergebnisse (Laufende Rechnung und Investitionsrechnung), Finanzstatistiken und der Beschlussentwurf.

Verwaltungsrechnung

Die Rechnung unterliegt bezüglich Aufbau und Inhalt denselben Richtlinien wie das Budget und beinhaltet folgende Elemente :

- eine Übersicht der Erträge und Aufwände der Laufenden Rechnung sowie der Ausgaben und Einnahmen der Investitionsrechnung ;
- die funktionale Gliederung der Ausgaben ;
- die Nachtragskredite ;
- die Bilanz per 31. Dezember 2015 ;
- die Situation der Darlehen und Beteiligungen des Verwaltungsvermögens, der Wertschriften und Beteiligungen, der mittel- und langfristigen Schulden sowie der Spezial- und Vorfinanzierungen ;
- eine Übersicht der Bürgschaften und Garantien des Staates ;
- die Situation des kantonalen Beschäftigungsfonds am 31. Dezember 2015 ;
- eine Übersicht der Verpflichtungskredite ;
- die Controllingberichte.

Die Controllingberichte werden nach Organisationseinheiten gegliedert präsentiert und kommentiert. Sie geben Aufschluss über die Umsetzung der politischen Leistungsaufträge, die vom Grossen Rat im Rahmen der Budgetberatung genehmigt wurden.

Vue financière

Finanzielle Sicht

Aperçu général

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'141.5	3'229.3	3'308.1	78.8	Ertrag
Crédits supplémentaires		12.8			Nachtragskredite
Revenus selon budget initial		3'216.5			Erträge gemäss ursprünglichem Budget
Charges	3'225.4	3'236.3	3'212.4	-24.0	Aufwand
Crédits supplémentaires		43.5			Nachtragskredite
Charges selon budget initial		3'192.8			Aufwände gemäss ursprünglichem Budget
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement des découverts	-83.9	-7.0	95.7	102.7	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge
Total du compte de résultat	-83.9	-24.9	-	24.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	518.0	618.5	506.6	-111.9	Ausgaben
Crédits supplémentaires		6.4			Nachtragskredite
Dépenses selon budget initial		612.1			Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget
Recettes	343.0	422.6	325.3	-97.3	Einnahmen
Crédits supplémentaires		1.0			Nachtragskredite
Recettes selon budget initial		421.6			Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-83.9	-24.9	-	24.9	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissements du patr. administratif	174.7	195.4	182.8	-12.6	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge
Marge d'autofinancement	90.7	188.4	278.5	90.1	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amortissement des découverts	-84.2	-7.6	97.2	104.8	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts financiers	-	27.5	97.2	69.7	Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Résultat après amortissement des découverts financiers	-84.2	-35.1	-	35.1	Ergebnis nach Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Degré d'autofinancement	51.9%	96.1%	153.6%	57.5%	Selbstfinanzierungsgrad

COMPTE DES INVESTISSEMENTS INVESTITIONSRECHNUNG

COMPTE DE FONCTIONNEMENT LAUFENDE RECHNUNG

Investissements nets Netto-Investitionen	Financement Finanzierung	Charges / Aufwand	Revenus / Ertrag
Dépenses / Ausgaben	Auto- financement / Selbst- finanzierungs- marge	3'029.6	3'308.1
506.6	278.5	Amortiss. / Abschreib.	←
→	←	182.8	←
Investiss. nets / Netto- Investitionen	Auto- financement / Selbst- finanzierungs- marge	Amort. découverts Abschreib. Fehlbeträge	←
181.3	278.5	95.7	←
→	←	¹ Résultat/Ergebnis 0.0	←
→	² Résultat/Ergebnis 0.0	←	←
→	Amort. découverts Abschreib. Fehlbeträge	←	←
→	97.2	←	←
→	Investiss. nets / Netto- Investitionen	←	←
→	181.3	←	←

¹ Cst/cant., art. 25; frein aux dépenses

² Cst/cant., art. 25; frein à l'endettement

¹ KV, Art. 25; Ausgabenbremse

² KV, Art. 25; Schuldenbremse

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat
sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation
ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	3'025.1	2'954.8	2'987.9	33.1	Betrieblicher Aufwand
30 Charges de personnel	983.8	937.7	934.8	-2.8	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	219.3	228.9	219.0	-9.9	31 Sachaufwand
33 Amort. du patrimoine financier	26.6	31.4	30.9	-0.5	33 Abschreib. Finanzvermögen
33 Amort. du patrimoine administratif	156.1	138.9	151.4	12.6	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
34 Parts et contr. sans affectation	106.1	106.0	116.3	10.3	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckb.
35 Dédommag. à des collectivités publ.	118.4	126.5	124.6	-1.9	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'235.4	1'241.6	1'242.5	0.8	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	136.9	129.7	141.8	12.2	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	42.4	14.1	26.6	12.5	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Revenus d'exploitation	2'900.8	2'940.9	3'003.1	62.2	Betrieblicher Ertrag
40 Impôts	1'195.3	1'216.4	1'264.1	47.7	40 Steuern
41 Patentes, concessions	43.7	48.5	42.9	-5.6	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	207.0	201.9	197.2	-4.6	43 Entgelte
44 Parts recettes et contrib. sans affect.	672.8	717.9	723.8	5.9	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbind.
45 Dédommagements de collect. publ.	140.9	126.0	140.5	14.6	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	476.2	477.2	471.6	-5.6	46 Beiträge für eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	136.9	129.7	141.8	12.2	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	28.0	23.3	21.1	-2.2	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Résultat d'activités d'exploitation	-124.4	-13.9	15.2	29.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	36.1	29.5	30.0	0.5	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	60.4	55.3	59.6	4.3	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	24.3	25.7	29.6	3.8	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	-100.1	11.8	44.8	32.9	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	19.0	160.6	176.4	15.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amortiss. du patrimoine administratif	18.5	56.5	31.3	-25.2	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
33 Amortiss. des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	33 Abschreib. der buchhalt. Fehlbeträge
36 Subventions accordées	0.5	-	-	-	36 Eigene Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	-	86.3	44.9	-41.4	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	-	-	4.5	4.5	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanzierungen ²
Revenus extraordinaires	35.1	123.9	131.7	7.7	Ausserordentlicher Ertrag
41 Patentes, concessions	-	-	53.5	53.5	41 Patente und Konzessionen
42 Revenus des biens	-	36.3	36.3	-0.0	42 Vermögenserträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	16.2	87.6	37.2	-50.4	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinancements des dépenses ²	19.0	-	4.7	4.7	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanzierungen ²
Résultat extraordinaire	16.1	-36.7	-44.8	-8.1	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-83.9	-24.9	-	24.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

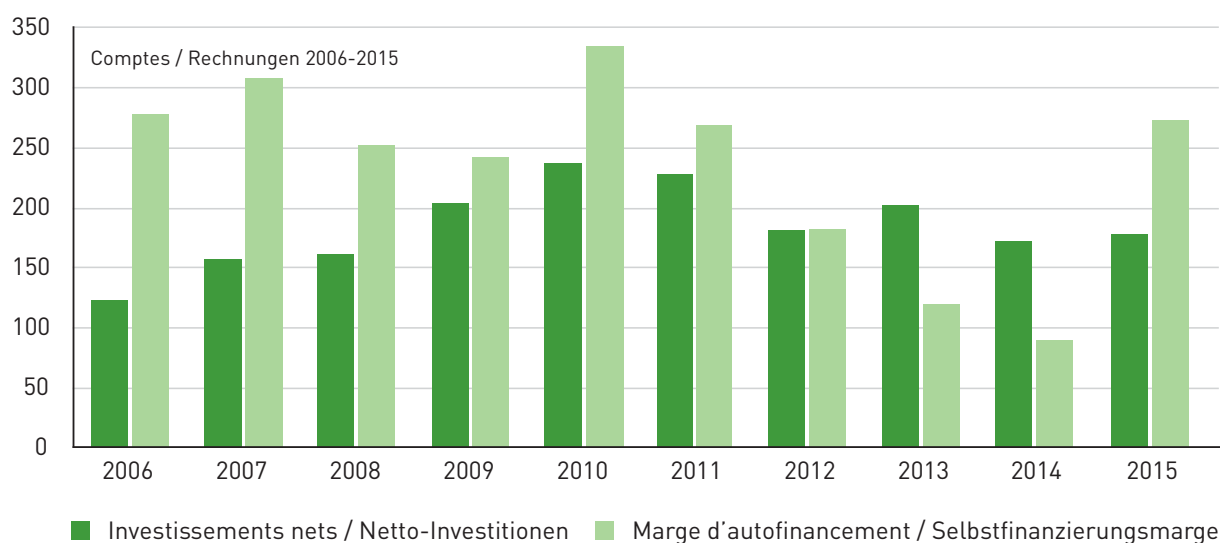
Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	91.1	111.1	98.9	-12.3	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	76.1	76.6	71.6	-5.1	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	7.8	8.2	10.8	2.6	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	518.0	618.5	506.6	-111.9	Ausgaben
50 Investissements propres	335.5	431.9	333.7	-98.3	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	48.8	48.0	46.5	-1.5	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	110.0	114.8	109.8	-4.9	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.6	23.8	16.6	-7.2	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	343.0	422.6	325.3	-97.3	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.7	3.4	8.4	5.0	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.0	39.8	36.5	-3.3	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	1.5	3.1	2.3	-0.8	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.3	0.2	0.3	0.2	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	275.9	352.3	261.1	-91.2	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.6	23.8	16.6	-7.2	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen

Marge d'autofinancement et investissements nets

Selbstfinanzierungsmarge und Netto-Investitionen



Bilan

Bilanz

	31.12.2014	31.12.2015	VARIATION VERÄNDERUNG 2014-2015	
(EN MILLIONS DE FRANCS)				(IN MILLIONEN FRANKEN)
Actifs				Aktiven
Patrimoine financier	1'677.6	1'919.0	241.4	Finanzvermögen
Disponibilités	78.0	195.4	117.4	Flüssige Mittel
Avoirs	1'010.3	1'065.8	55.6	Guthaben
Placements	27.8	117.0	89.2	Anlagen
Actifs transitoires	561.5	540.8	-20.7	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'225.3	1'176.4	-48.9	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	581.0	557.4	-23.5	Eigene Investitionen
Prêts et participations	475.1	432.1	-43.0	Darlehen und Beteiligungen
Subventions d'investissements	169.2	186.9	17.7	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	7.2	7.5	0.2	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	2'910.1	3'102.9	192.8	Total der Aktiven
Passifs				Passiven
Engagements	2'360.9	2'448.1	87.2	Verpflichtungen
Engagements courants	777.0	846.2	69.1	Laufende Verpflichtungen
Dettes à court terme	246.9	382.2	135.3	Kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	951.0	859.0	-92.0	Mittel- und langfristige Schulden
Eng. envers des entités particulières	17.2	14.9	-2.3	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Provisions	66.5	82.5	16.0	Rückstellungen
Passifs transitoires	302.3	263.5	-38.8	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	612.0	621.6	9.6	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	-62.9	33.1	96.0	Eigenkapital
Total des passifs	2'910.1	3'102.9	192.8	Total der Passiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2006	COMPTE RECHNUNG 2013	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement						Laufende Rechnung
Excédent de revenus (+) / charges (-) ^{1,7}	22.7	-53.5	-83.9	-24.9	-	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) ^{1,7}
Compte des investissements						Investitionsrechnung
Investissements bruts	364.5	520.0	518.0	618.5	506.6	Brutto-Investitionen
Investissements nets	123.0	201.8	175.0	195.9	181.3	Netto-Investitionen
Proportion des investissements ²	16.8%	16.2%	16.0%	18.2%	15.6%	Investitionsanteil ²
Activités d'investissement	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	moyenne mittel	Investitionstätigkeit
Compte de financement						Finanzierung
Marge d'autofinancement	277.8	119.1	90.7	188.4	278.5	Selbstfinanzierungsmarge
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement ^{3,7}	154.8	-82.6	-84.2	-35.1	-	Finanzierungsüberschuss(+) / -fehlbetrag (-) ^{3,7}
Degré d'autofinancement	225.9%	59.0%	51.9%	96.1%	153.6%	Selbstfinanzierungsgrad
Evolution des recettes fiscales						Entwicklung der Steuererträge
Impôts sur le revenu et la fortune	635.0	743.8	778.8	767.3	790.8	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	84.1	140.4	121.1	126.9	130.5	Gewinn- und Kapitalsteuern
Autres impôts	223.8	292.3	295.5	322.2	342.7	Andere Steuern
Endettement brut	1'889.5	2'856.2	2'973.0	2'812.0	3'069.8	Bruttoverschuldung
Endettement net	0.6	1'203.9	1'288.1	1'173.9	1'143.3	Nettoverschuldung
Dettes brute et nette par habitant						Brutto-/Nettoschuld pro Einwohner
Dettes brute (en francs)	6'480	8'877	9'091	8'740	9'253	Bruttoschuld (in Franken)
Dettes nette (en francs)	2	3'742	3'939	3'649	3'446	Nettoschuld (in Franken)
Éléments macroéconomiques VS						Wallis - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	3.5%	2.7%	1.8%	n.d.	n.d.	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.5%	4.0%	4.2%	3.8%	4.3%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Éléments macroéconomiques CH						Schweiz - Makroökonomie
Evolution du PIB réel ⁴	4.0%	2.0%	2.0%	2.6%	0.9%	Entwicklung des realen BIP ⁴
Taux de chômage moyen ⁵	3.3%	3.2%	3.2%	2.8%	3.3%	Durchschnittliche Arbeitslosenquote ⁵
Rencherissement moyen ⁶	1.1%	-0.2%	0.0%	0.4%	-1.1%	Durchschnittliche Teuerung ⁶

¹ Exigence constitutionnelle d'un excédent de revenus (dès 2005)

² Investissements bruts en % des charges totales consolidées MCH2

³ Exigence constitutionnelle d'un excédent de financement (dès 2005)

⁴ Sources : Créa/BCVs et SECO. Le dernier compte présente des prévisions

⁵ Sources : SICT et SECO

⁶ Source : OFS

⁷ Après amortissements des découverts

¹ Die Kantonsverfassung verlangt einen Ertragsüberschuss (ab 2005)

² Brutto-Investitionen in % des konsolidierten Gesamtaufwandes HRM2

³ Die Kantonsverfassung verlangt einen Finanzierungsüberschuss (ab 2005)

⁴ Quellen : Créa/WKB und SECO. Für die letzte Rechnung : geschätzte Werte

⁵ Quellen : DIHA und SECO

⁶ Quelle : BFS

⁷ Nach Abschreibung der Fehlbeträge

Les budgets et les comptes présentent les chiffres valables lors de leur élaboration.

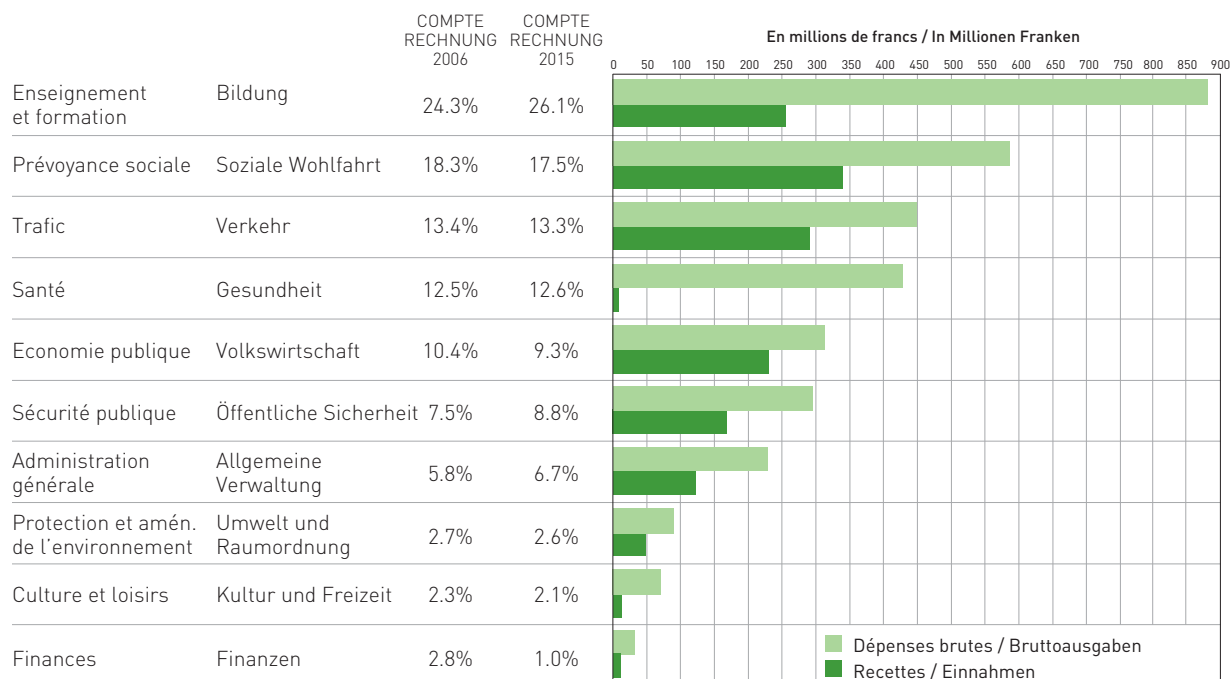
Die Budgets und die Rechnungen berücksichtigen die bei ihrer Erstellung gültigen Zahlen.

Classification fonctionnelle

Funktionale Gliederung

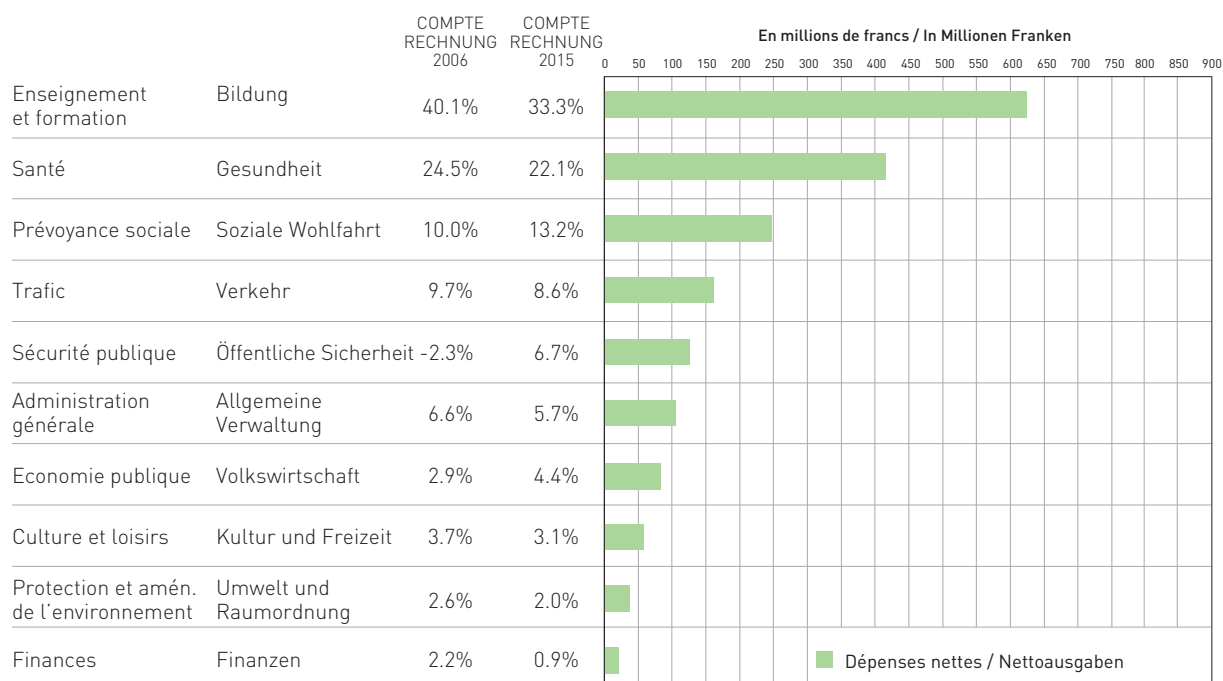
Dépenses brutes et recettes

Bruttoausgaben und Einnahmen



Dépenses nettes

Nettoausgaben



Contexte

Le compte 2015 s'inscrit dans le contexte économique ci-après.

Situation économique générale

En 2015, l'activité économique mondiale est restée languissante. La reprise modeste observée dans les pays avancés n'a pas suffi à compenser le ralentissement progressif de la croissance des pays émergents et des pays en voie de développement, et en particulier de la Chine. Ainsi, dans ses perspectives de l'économie mondiale du 19 janvier 2016, le Fonds monétaire international (FMI) estime la croissance mondiale à 3,1% en 2015, contre 3,4% un an plus tôt.

Globalement, trois transitions majeures agissent comme facteurs déterminants sur les perspectives mondiales, à savoir:

- le ralentissement progressif de l'activité économique en Chine;
- la baisse des prix de l'énergie et d'autres produits de base;
- le durcissement progressif de la politique monétaire aux Etats-Unis.

Dans la zone euro, l'activité économique a progressé de 1,5% en 2015, contre 0,9% en 2014. Cette dynamique conjoncturelle retrouvée profite également au marché de l'emploi. A ce titre, Eurostat annonce un taux de chômage corrigé des variations saisonnières de 10,4% en décembre 2015 pour l'ensemble de la zone euro (communiqué du 2 février 2016), contre 11,4% une année auparavant. Ce taux est le plus bas recensé depuis septembre 2011.

Selon les données de l'institut Eurostat, le taux d'inflation moyen de la zone euro a été nul en 2015, soit bien en dessous de l'objectif de 2% visé par la Banque centrale européenne (BCE). En excluant le secteur «énergie» de l'indice, lequel affiche un recul moyen des prix de 6,8% en 2015, le renchérissement atteint 0,9%.

Enfin, au niveau de l'environnement monétaire, des divergences de politique entre les Etats-Unis et les autres grands espaces monétaires sont apparues en cours d'année 2015. D'un côté, le revirement des taux d'intérêt entamé en décembre aux Etats-Unis a renforcé le dollar et accru le rendement des emprunts. Il amorce un mouvement dans le sens d'une normalisation de la politique monétaire aux Etats-Unis. A l'inverse, les autres grandes banques d'émission (BCE, BNS, Banque d'Angleterre, Banque du Japon) maintiennent leur politique monétaire expansive (baisse ou maintien des taux d'intérêt à un niveau très faible voire négatif, assouplissement quantitatif, etc.).

Economie suisse

L'année 2015 a été marquée par un choc monétaire majeur en Suisse: l'abolition du cours plancher entre l'euro et le franc suisse, annoncée le 15 janvier 2015 par la BNS. S'en est suivie une forte appréciation de

Umfeld

Die Rechnung 2015 ist in Zusammenhang mit folgenden wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zu sehen.

Allgemeine Wirtschaftslage

Im Jahr 2015 kam die Weltwirtschaft weiterhin nur schleppend in Gang. Der zaghafte Aufschwung in den Industrieländern reichte nicht aus, um die zunehmende Wachstumsverlangsamung in den Entwicklungs- und Schwellenländern (insbesondere China) zu kompensieren. Der Internationale Währungsfonds (IWF) rechnete in seiner Prognose vom 19. Januar 2016 für das Jahr 2015 nur noch mit einem Weltwirtschaftswachstum von 3,1% gegenüber 3,4% im Jahr zuvor.

Für die globalen Aussichten sind insbesondere die folgenden drei Faktoren massgebend:

- das abgebremste Wirtschaftswachstum in China;
- die sinkenden Preise für Energie und andere Rohstoffe;
- die zunehmend rigidere Geldpolitik der USA.

In der Eurozone verbesserte sich das Wirtschaftswachstum im Jahr 2015 auf 1,5% (gegenüber 0,9% im Jahr 2014). Von dieser neu erwachenden Dynamik profitierte auch der Arbeitsmarkt. Gemäss Eurostat lag die saisonbereinigte Arbeitslosenquote des gesamten Euroraums im Dezember 2015 bei 10,4% gegenüber 11,4% im Jahr zuvor (Pressemitteilung vom 2. Februar 2016). Dies ist die tiefste Quote seit September 2011.

Die Inflationsrate lag im Euroraum im Jahr 2015 laut Eurostat bei durchschnittlich 0%, also deutlich unter der 2%-Marke, welche die Europäische Zentralbank (EZB) als Zielwert angibt. Lässt man den Sektor «Energie» – wo es im Jahr 2015 zu einem durchschnittlichen Preisrückgang von 6,8% kam – ausser Acht, erreicht die Teuerung 0,9%.

Im Bereich der Geldpolitik traten im Verlaufe des Jahres 2015 Divergenzen zwischen den USA und den anderen grossen Währungsräumen auf. Auf der einen Seite führte die Zinswende in den USA, welche im Dezember eingeleitet wurde, zu einem stärkeren Dollar und zu höheren Anleiherenditen. Somit wurde in den USA ein erster Schritt in Richtung Normalisierung der Geldpolitik unternommen. Auf der anderen Seite setzten die anderen grossen Notenbanken (EZB, SNB, Bank of England und Bank of Japan) ihre expansive Geldpolitik fort (sehr tiefe oder negative Zinssätze, quantitative Lockerung usw.).

Schweizer Wirtschaft

Das Jahr 2015 begann mit einem geldpolitischen Paukenschlag für die Schweiz, nämlich der Ankündigung der SNB vom 15. Januar 2015, dass der Euro-Mindestkurs aufgehoben wird. Es folgte eine starke Aufwertung

la monnaie nationale, laquelle a provoqué l'invalidation des hypothèses servant de base aux prévisions macro-économiques prévalant à fin 2014. Ainsi, si les prévisions du SECO de décembre 2014 prévoyaient encore une croissance du PIB réel de 2,1% en 2015, les premières estimations tablent a posteriori plutôt sur une croissance effective de l'activité économique de l'ordre de 0,9% (estimations trimestrielles du SECO du 2 mars 2016). La Suisse n'a plus connu de croissance réelle si faible depuis 2009.

Selon ces mêmes estimations, le PIB réel de la Suisse a progressé de 1,3% et 1,2% aux cours des deux premiers trimestres 2015, puis de 0,8% et 0,4% sur les six derniers mois de l'année (valeurs exprimées en comparaison avec le même trimestre de l'année précédente). Ce sont surtout la consommation des ménages privés (+1,1%) et du secteur public (+1,7%), ainsi que les investissements en biens d'équipement (+3,2%) qui ont contribué à ce développement positif. Malgré l'appréciation importante de la monnaie nationale, la balance commerciale a également apporté des impulsions positives à l'économie, les exportations de biens et services (+3,2%) ayant connu une croissance supérieure aux importations (+2,6%). En revanche, les investissements dans la construction se sont repliés en 2015 par rapport à l'année précédente (-1,2%).

Exprimée séquentiellement par rapport au trimestre précédent, l'évolution du PIB s'établit à -0,3%, +0,3%, -0,1% et +0,4% au cours des quatre trimestres de l'année 2015 (valeurs corrigées de la variation des prix, des influences saisonnières et des effets calendaires). En 2015, l'activité économique s'est donc stabilisée à son niveau prévalant à fin 2014.

Le manque de dynamisme de l'économie suisse s'est également répercuté sur le marché de l'emploi. Le chômage a ainsi poursuivi sa tendance haussière pour atteindre en 2015 en moyenne 3,3% des personnes actives, contre 3,2% l'année précédente.

Parallèlement à l'abandon du taux plancher, la BNS a assoupli sa politique monétaire en abaissant la marge de fluctuation du Libor à trois mois en territoire négatif, entre -1,25% et -0,25%, et en fixant le taux d'intérêt appliqué aux avoirs en comptes de virement à -0,75%. Ces conditions monétaires ultra-accommodantes permettent de lutter contre la fermeté du franc suisse, dont le cours de change vis-à-vis de l'euro a d'ailleurs passé d'en dessous de 1,00 CHF/euro juste après l'annonce du 15 janvier 2015 à près de 1,10 CHF/euro à la fin de l'année.

L'assouplissement des conditions monétaires n'a toutefois pas provoqué de flambée des prix en Suisse. En effet, l'inflation moyenne a atteint -1,1% en 2015, minée notamment par le recul des prix des matières premières et en particulier par l'effondrement du prix du pétrole et de ses produits dérivés.

Economie valaisanne

Après avoir affiché une croissance robuste durant les deux premiers trimestres de l'année 2015, l'économie

des Schweizer Frankens, so dass alle bis Ende 2014 gemachten makroökonomischen Prognosen hinfällig wurden. Ging das SECO im Dezember 2014 noch von einem realen BIP-Wachstum von 2,1% im Jahr 2015 aus, rechnete es in seiner Quartalschätzung vom 2. März 2016 nur noch mit einem effektiven Wachstum von 0,9%. Das wäre die tiefste Wachstumsrate seit 2009.

Gemäss den Quartalschätzungen des SECO wuchs das reale BIP der Schweiz im 1. Quartal 2015 um 1,3%, im 2. Quartal um 1,2% und im zweiten Halbjahr um 0,8% bzw. 0,4% (Vorjahresquartalsvergleich). Vor allem der Konsum der privaten Haushalte (+1,1%) und des öffentlichen Sektors (+1,7%) sowie die Ausstattungsinvestitionen (+3,2%) trugen zu dieser positiven Entwicklung bei. Trotz der Frankenstärke fiel die Handelsbilanz positiv aus: Die Exporte von Waren und Dienstleistungen (+3,2%) stiegen stärker an als die Importe (+2,6%). Die Bauinvestitionen im 2015 gingen im Vergleich zum Vorjahr jedoch zurück (-1,2%).

Sequenziell – d.h. im Vergleich zum jeweils vorangehenden Quartal – belief sich das BIP-Wachstum im Jahr 2015 auf -0,3%, +0,3%, -0,1% und +0,4% (preis-, saison- und kalenderbereinigte Werte). Die Wirtschaft pendelte sich somit im Verlaufe des Jahres 2015 wieder auf dem Niveau von Ende 2014 ein.

Die schleppende Dynamik der Schweizer Wirtschaft schlug sich auch im Arbeitsmarkt nieder: Die Arbeitslosenquote stieg im Jahr 2015 auf durchschnittlich 3,3% an (2014: 3,2%).

Parallel zur Aufhebung des Euro-Mindestkurses lockerte die SNB ihre Geldpolitik, indem sie das Zielband für den Dreimonats-Libor weiter in den negativen Bereich zwischen -1,25% und -0,25% herabsetzte und den Zins auf Sichteinlagen auf -0,75% festlegte. Diese attraktiven Bedingungen stellen ein Gegengewicht zum starken Franken dar, dessen Kurs gegenüber dem Euro direkt nach der Ankündigung der Aufhebung des Mindestkurses vom 15. Januar 2015 unter 1,00 CHF/Euro fiel und Ende Jahr bei rund 1,10 CHF/Euro lag.

Die Lockerung der Geldpolitik hatte in der Schweiz keinen Preisanstieg zur Folge. Die durchschnittliche Inflation lag im Jahr 2015 bei -1,1%, was vor allem auf den Rückgang der Rohstoffpreise und den Preiszerfall beim Erdöl und bei den Erdölderivaten zurückzuführen ist.

Walliser Wirtschaft

Nach einem robusten Wachstum in den ersten beiden Quartalen 2015 verlor die Walliser Wirtschaft im

valaisanne s'est légèrement essoufflée au 3^e trimestre, avant de connaître une importante baisse de régime sur les trois derniers mois de l'année. Selon l'indicateur économique de la Banque Cantonale du Valais (BCVs), le PIB valaisan a en effet évolué en hausse de 2,0%, de 2,1% et de 1,4% au cours des trois premiers trimestres de l'année écoulée, avant de connaître un recul de 0,9% au dernier trimestre. Les exportations et le secteur de la construction illustrent parfaitement cette tendance. En effet, ces deux secteurs ont globalement bénéficié d'une dynamique positive sur la première moitié de l'année, avant de voir leur activité se contracter au cours des derniers mois de l'année 2015.

Comme l'on pouvait s'y attendre après l'abandon du cours plancher entre l'euro et le franc suisse, le secteur touristique a connu une année 2015 particulièrement défavorable. Selon les chiffres publiés par l'Office fédéral de la statistique le 23 février 2016, les branches d'activités liées au tourisme ont affiché un recul des nuitées de 3,8% en Valais (comparaison avec l'année précédente). Parmi les quatorze régions touristiques en Suisse, la moitié a vu son nombre de nuitées augmenter en 2015, parmi lesquelles notamment les régions de Lucerne / Lac des Quatre-Cantons (+4,4%) et de Zurich (+3,9%). A l'inverse, les Grisons (-6,6%), le Tessin (-5,7%), la Suisse orientale (-4,7%) et le Valais (-3,8%) enregistrent les diminutions les plus importantes. Si l'année 2015 a été marquée par une baisse généralisée des nuitées européennes (-13,5% en Valais) et une augmentation des touristes asiatiques dans presque toutes les régions (+8,1% en Valais), la demande indigène a connu une évolution plus contrastée (+0,6% en Valais / +0,2% sur l'ensemble de la Suisse).

En 2015, le taux de chômage valaisan s'est établi en moyenne à 4,3%, en hausse par rapport aux valeurs de 2014 (4,2%). Par rapport à 2011, le taux de chômage moyen a même augmenté de 1,2 point de pourcentage. Cette dégradation se retrouve également dans les valeurs au niveau national, mais à un degré moindre (+0,5 point de pourcentage entre 2011 et 2015). Depuis 2011, la courbe du chômage en Valais tend à s'écarter de celle de la Suisse.

Finances du secteur public

Le 29 février 2016, la statistique financière de l'Administration fédérale des finances (AFF) a publié les premiers résultats pour 2014, ainsi que les projections 2015-2016 en matière de situation financière des collectivités publiques.

Entraînées par les cantons et, dans une moindre mesure, par les communes, les finances publiques suisses présentent des résultats négatifs en 2014. Les administrations publiques suisses considérées dans leur ensemble devraient boucler l'année 2014 avec un déficit de 0,1% du produit intérieur brut (PIB). Alors que les cantons (-0,4% du PIB) et les communes (-0,1%) affichent des résultats déficitaires, les assurances sociales dégagent un excédent de 0,3% en 2014. De son côté, la Confédération boucle l'année 2014 avec un résultat équilibré. Ce résultat, globalement déficitaire,

3. Quartal leicht an Schwung und verzeichnete im 4. Quartal einen starken Rückgang. Gemäss dem Wirtschaftsindikator der Walliser Kantonalbank (WKB) verzeichnete das Walliser BIP in den vier Quartalen des Jahres 2015 Wachstumsraten von 2,0%, 2,1%, 1,4% und -0,9%. Besonders anschaulich ist diese Entwicklung im Export- und Bausektor. Im ersten Halbjahr profitierten beide Sektoren von der positiven Dynamik, in den letzten Monaten des Jahres gingen ihre Aktivitäten jedoch merklich zurück.

Wie nach der Aufhebung des Euro-Mindestkurses zu erwarten war, hatte es der Tourismussektor im Jahr 2015 besonders schwer. Die vom Bundesamt für Statistik am 23. Februar 2016 publizierten Zahlen zeigen einen Rückgang der Logiernächte im Wallis von 3,8% (Vorjahresvergleich). Die Hälfte der insgesamt 14 Schweizer Tourismusregionen wies im Jahr 2015 eine Logiernächtezunahme auf, insbesondere die Regionen Luzern/Vierwaldstättersee (+4,4%) und Zürich (+3,9%). Demgegenüber gingen die Logiernächte in Graubünden (-6,6%), im Tessin (-5,7%), in der Ostschweiz (-4,7%) und im Wallis (-3,8%) markant zurück. Das Jahr 2015 war geprägt von einem allgemeinen Rückgang der Gäste aus dem europäischen Raum (-13,5% im Wallis) und einer Zunahme der Gäste aus Asien in fast allen Regionen (+8,1% im Wallis). Bei den Übernachtungen von Schweizer Gästen kam es im Wallis zu einem Plus von 0,6% und von 0,2% auf nationaler Ebene.

Die Walliser Arbeitslosenquote betrug im Jahr 2015 durchschnittlich 4,3% und lag somit über dem Wert von 2014 (4,2%). Im Vergleich zum Jahr 2011 nahm die durchschnittliche Arbeitslosenquote gar um 1,2 Prozentpunkte zu. Eine Zunahme ist auch auf nationaler Ebene feststellbar, wenn auch nicht in gleich hoher Masse (+0,5 Prozentpunkte zwischen 2011 und 2015). Seit 2011 geht die Schere zwischen der Walliser und Schweizer Arbeitslosenquote immer weiter auseinander.

Finanzen der öffentlichen Hand

Am 29. Februar 2016 publizierte die Sektion Finanzstatistik der Eidgenössischen Finanzverwaltung (EFV) die ersten Resultate des Jahres 2014 sowie die Prognosen 2015-2016 bezüglich der Finanzen der öffentlichen Haushalte.

Die Kantone und – in etwas geringerem Ausmass – die Gemeinden drückten das Gesamtergebnis 2014 ins Minus. Die öffentlichen Haushalte dürften das Jahr 2014 insgesamt mit einem Defizit von 0,1% des Bruttoinlandsprodukts (BIP) abschliessen. Die Kantone (-0,4% des BIP) und die Gemeinden (-0,1%) liegen im defizitären Bereich, die Sozialversicherungen weisen hingegen einen Überschuss von 0,3% aus. Der Bund schliesst das Jahr 2014 ausgeglichen ab. Dieses mehrheitlich defizitäre Ergebnis ist insbesondere auf die nicht erfolgte Gewinnausschüttung der SNB an Bund

est causé notamment par la non distribution de bénéfice de la BNS à la Confédération et aux cantons et par la recapitalisation de plusieurs caisses de pensions cantonales. A ce titre, relevons qu'une majorité de cantons ont réalisé ou planifié des programmes d'économies. Pour 2015 et 2016, la statistique financière de l'AFF estime des résultats globalement équilibrés pour l'ensemble des administrations publiques suisses.

Alors que le taux d'endettement brut des administrations publiques (selon les critères de Maastricht) était en constante baisse depuis 2003, il affiche une légère augmentation depuis 2011. Le taux d'endettement des cantons, lequel passe de 8,3% du PIB en 2011 à 10,7% en 2015 (estimation), est le principal responsable de cette situation.

Selon le communiqué de presse du Conseil fédéral du 17 février 2016, la Confédération a clôturé l'année 2015 sur un excédent ordinaire de 2,3 mrd, alors qu'un excédent de 0,4 mrd seulement apparaissait au budget. Si les recettes se sont avérées globalement égales aux prévisions budgétaires, les dépenses ont affiché un net recul (-1,9 mrd ou -2,8%). L'endettement brut diminue de 5,0 mrd à 103,8 mrd, une baisse à mettre en lien non seulement avec l'excédent du compte 2015, mais également avec un besoin de financement moindre. Dans l'ensemble, les perspectives budgétaires de la Confédération se sont améliorées. Toutefois, eu égard aux déficits structurels prévus dans le plan financier, la stratégie d'assainissement décidée par le Conseil fédéral est toujours jugée nécessaire (mesures d'économies du budget 2016 et programme de stabilisation 2017-2019).

Après avoir enregistré un bénéfice de 38,3 mrd en 2014, la Banque nationale suisse (BNS) a bouclé l'année 2015 sur une perte de 23,3 mrd. Après déduction d'un montant de 1,4 mrd attribué à la provision pour réserves monétaires, la perte s'avère néanmoins inférieure à la réserve pour distributions futures (27,5 mrd). Ainsi et malgré la perte enregistrée, cette différence permet une distribution ordinaire de 1 mrd à la Confédération et aux cantons en 2016. Après affectation du bénéfice, la réserve pour distributions futures s'établira à 1,9 mrd.

Etablissement du compte : lignes directrices

L'établissement du compte s'inscrit dans le contexte des dispositions et principes suivants :

La règle du frein aux dépenses et à l'endettement

Depuis l'exercice 2005, le Valais est soumis à la règle d'équilibre financier matérialisée dans la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement du 9 juin 2004.

und Kantone sowie auf die Rekapitalisierung verschiedener öffentlich-rechtlicher Pensionskassen zurückzuführen. Die Mehrheit der Kantone hat in diesem Zusammenhang Sparprogramme geplant oder bereits realisiert. Für 2015 und 2016 rechnet die Finanzstatistik der EFV allgemein mit ausgeglichenen Ergebnissen der öffentlichen Haushalte in der Schweiz.

Nachdem die Bruttoschuldenquote der öffentlichen Haushalte (gemäss Maastricht-Kriterien) ab 2003 kontinuierlich gesunken ist, steigt sie seit 2011 wieder leicht an. Dies liegt vor allem an den Kantonen, deren Schuldenquote gemäss vorläufiger Schätzung von 8,3% (2011) auf 10,7% (2015) des BIP ansteigen dürfte.

Gemäss Medienmitteilung des Bundesrates vom 17. Februar 2016 schliesst der Bund das Jahr 2015 mit einem ordentlichen Überschuss von 2,3 Mrd. Franken ab, während ein Überschuss von nur 0,4 Mrd. budgetiert war. Während die Einnahmen annähernd dem Budgetwert entsprechen, liegen die Ausgaben deutlich unter den Erwartungen (-1,9 Mrd. oder -2,8%). Die Bruttoschulden des Bundes gingen um 5,0 Mrd. auf 103,8 Mrd. zurück, was nicht nur auf den Überschuss der Rechnung 2015, sondern auch auf den geringeren Fremdmittelbedarf zurückzuführen ist. Insgesamt haben sich die Haushaltsperspektiven des Bundes verbessert. Angesichts der strukturellen Defizite im Finanzplan wird die vom Bundesrat beschlossene Sanierungsstrategie jedoch weiterhin als notwendig beurteilt (Sparmassnahmen im Voranschlag 2016 und Stabilisierungsprogramm 2017-2019).

Nach dem Gewinn von rund 38,3 Mrd. Franken im Jahr 2014 musste die Schweizerische Nationalbank (SNB) im Jahr 2015 einen Verlust von 23,3 Mrd. hinnehmen. Dieser Verlust und die Rückstellungen für Währungsreserven in der Höhe von 1,4 Mrd. sind zusammen kleiner als die vorhandene Ausschüttungsreserve von 27,5 Mrd. Daher ist 2016 trotz des Jahresverlusts von 2015 eine ordentliche Ausschüttung von 1 Mrd. an Bund und Kantone möglich. Die Ausschüttungsreserve wird nach der Gewinnverwendung noch 1,9 Mrd. betragen.

Leitlinien für die Rechnungserstellung

Bei der Erstellung der vorliegenden Rechnung wurden folgende Bestimmungen und Grundsätze berücksichtigt :

Ausgaben- und Schuldenbremse

Seit Inkrafttreten des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse vom 9. Juni 2004 – d.h. seit dem Rechnungsjahr 2005 – muss aus der Rechnung des

L'article 3 al. 3 de la LGCAF stipule que le compte de fonctionnement et le compte des investissements doivent être équilibrés chaque année, assurant ainsi une couverture à 100% des investissements nets.

L'article 3 de la loi sur le frein aux dépenses et à l'endettement rappelle les mesures prévues par l'article constitutionnel en cas de non-concordance du compte avec le budget: si, contrairement au budget, le compte présente un excédent de charges ou une insuffisance de financement, l'amortissement de ces découverts doit être prévu au budget du deuxième exercice suivant.

Il peut être dérogé à ces principes par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue des membres, en cas de situation économique particulièrement difficile, de catastrophe naturelle ou d'autre événement et situation présentant un caractère grave ou extraordinaire. Lorsque ces exceptions sont décidées, les découverts doivent être amortis sur une durée maximale de cinq ans. En cas de gravité exceptionnelle, ce délai peut, par décision du Grand Conseil prise à la majorité absolue des membres, être prolongé pour une durée de deux ans.

En session de décembre 2014, le Grand Conseil a décidé d'amortir les découverts financiers et comptables des années 2013 et 2014 sur trois ans, à savoir sur les années 2015, 2016 et 2017. De plus, selon cette même décision, toutes les distributions éventuelles de la Banque nationale suisse en 2015, 2016 et 2017 devront intégralement être employées à compenser les découverts financiers et comptables 2013 et 2014.

Principes comptables

Les comptes 2015 sont présentés en conformité aux recommandations du modèle comptable harmonisé MCH, et, en particulier, aux principes comptables définis aux articles 5 et ss de la LGCAF.

Les comptes 2015 sont établis dans le but de donner une situation claire, complète et véridique de la gestion financière, du patrimoine et des dettes et suivant les principes indiqués à l'article 5 al. 2 de la LGCAF.

Concernant l'évaluation des actifs du bilan, les biens du patrimoine administratif sont amortis selon le principe d'un autofinancement approprié à la situation économique et financière. Les biens du patrimoine financier figurent au bilan au prix d'achat ou de revient, sans amortissement et sous réserve des correctifs appropriés aux circonstances.

Les comptes débiteurs/créances de l'Etat sont évalués sur la base d'une analyse de risques spécifiques et individualisés. Sur la base de cette analyse, les valeurs des créances de l'Etat sont réévaluées et les comptes de provisions corrigés en conséquence.

Kantons Wallis ein finanzielles Gleichgewicht resultieren. Art. 3 Abs. 3 des Finanzhaushaltsgesetzes besagt, dass die Laufende Rechnung und die Investitionsrechnung jedes Jahr auszugleichen sind, so dass die Netto-Investitionen zu 100% gedeckt sind.

Art. 3 des Gesetzes über die Ausgaben- und Schuldenbremse verweist auf die vorgesehenen Massnahmen im Artikel der Kantonsverfassung für den Fall, dass Rechnung und Budget nicht miteinander übereinstimmen. Weist die Rechnung entgegen dem Budget einen Aufwandüberschuss oder einen Finanzierungsfehlbetrag aus, so muss die Abschreibung dieser Defizite im Budget des übernächsten Jahres vorgesehen werden.

Von dieser Regelung kann der Grosse Rat bei besonders schwieriger Wirtschaftslage, Naturkatastrophen und anderen schweren oder ausserordentlichen Ereignissen und Situationen durch einen mit absoluter Mehrheit gefassten Beschluss abweichen. In diesem Fall müssen die Defizite innert einem Zeitraum von höchstens fünf Jahren abgeschrieben werden. Bei ausserordentlicher Tragweite der Ereignisse kann diese Frist durch einen mit absoluter Mehrheit gefassten Beschluss des Grossen Rates um zwei Jahre verlängert werden.

In der Dezembersession 2014 beschloss der Grosse Rat, die finanziellen und buchmässigen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 über drei Jahre abzuschreiben, d.h. 2015, 2016 und 2017. Zudem sind gemäss diesem Beschluss sämtliche allfällige Ausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank, welche in den Jahren 2015, 2016 und 2017 erfolgen, vollumfänglich zur Deckung der finanziellen und buchmässigen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 zu verwenden.

Buchführungsgrundsätze

Die Rechnung 2015 wurde gemäss den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells HRM und den Buchführungsgrundsätzen von Art. 5 ff. FHG erstellt.

Sie soll eine klare, vollständige und wahrheitsgetreue Übersicht über die Führung des Finanzhaushalts, das Vermögen und die Schulden vermitteln und folgt den Grundsätzen von Art. 5 Abs. 2 FHG.

Was die Bewertung der Bilanzaktiva angeht, wird das Verwaltungsvermögen nach dem Grundsatz einer finanz- und volkswirtschaftlich angemessenen Selbstfinanzierung abgeschrieben. Das Finanzvermögen wird ohne Abschreibungen zum Beschaffungs- oder Herstellungswert bilanziert, unter Berücksichtigung der den Umständen angemessenen Wertberichtigungen.

Die Debitoren und Forderungen des Staates werden aufgrund einer spezifischen individualisierten Risikoanalyse bewertet. Anhand dieser Analyse werden die Forderungen des Staates neu evaluiert und das Delkreder angepasst.

En sus des amortissements ordinaires définis à l'article 14 al. 1 à 3 de la LGCAF, des amortissements supplémentaires doivent être effectués conformément à l'article 14 al. 4 de ladite loi. La décision de procéder à ces amortissements supplémentaires tient compte de la situation financière de l'Etat, de la conjoncture, des changements de dispositions légales et principes comptables, en particulier ceux qui interviendront dès le passage au nouveau modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes (MCH2).

Neben den ordentlichen Abschreibungen gemäss Artikel 14 Abs. 1 bis 3 FHG sind zusätzliche Abschreibungen gemäss Artikel 14 Abs. 4 FHG vorzunehmen. Der Entscheid über diese zusätzlichen Abschreibungen hängt von der finanziellen Situation des Staates, der Konjunktur und allfälligen Änderungen der Gesetzgebung und der Buchführungsgrundsätze ab, insbesondere von jenen, die mit der Einführung des neuen harmonisierten Rechnungsmodells der Kantone und Gemeinden (HRM2) anfallen werden.

Données financières

Aperçu général

Finanzdaten

Gesamtüberblick

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Compte de fonctionnement					Laufende Rechnung
Revenus	3'141.5	3'229.3	3'308.1	78.8	Ertrag
<i>Crédits supplémentaires</i>		12.8			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Revenus selon budget initial</i>		3'216.5			<i>Erträge gemäss ursprünglichem Budget</i>
Charges	3'225.4	3'236.3	3'212.4	-24.0	Aufwand
<i>Crédits supplémentaires</i>		43.5			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Charges selon budget initial</i>		3'192.8			<i>Aufwände gemäss ursprünglichem Budget</i>
Excédent de revenus (+) / charges (-) avant amortissement des découverts	-83.9	-7.0	95.7	102.7	Ertrags- (+) / Aufwandüberschuss (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge
Total du compte de résultat	-83.9	-24.9	-	24.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung
Compte des investissements					Investitionsrechnung
Dépenses	518.0	618.5	506.6	-111.9	Ausgaben
<i>Crédits supplémentaires</i>		6.4			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Dépenses selon budget initial</i>		612.1			<i>Ausgaben gemäss ursprünglichem Budget</i>
Recettes	343.0	422.6	325.3	-97.3	Einnahmen
<i>Crédits supplémentaires</i>		1.0			<i>Nachtragskredite</i>
<i>Recettes selon budget initial</i>		421.6			<i>Einnahmen gemäss ursprünglichem Budget</i>
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen
Financement					Finanzierung
Résultat du compte de fonctionnement	-83.9	-24.9	-	24.9	Ergebnis der Laufenden Rechnung
Amortissements du patr. administratif	174.7	195.4	182.8	-12.6	Abschreibungen Verwaltungsvermögen
Amortissement des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge
Marge d'autofinancement	90.7	188.4	278.5	90.1	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen
Excédent (+) / Insuffisance (-) de financement avant amortissement des découverts	-84.2	-7.6	97.2	104.8	Finanzierungsüberschuss (+) / -fehlbetrag (-) vor Abschreibung der Fehlbeträge
Amortissement des découverts financiers	-	27.5	97.2	69.7	Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Résultat après amortissement des découverts financiers	-84.2	-35.1	-	35.1	Ergebnis nach Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge
Degré d'autofinancement	51.9%	96.1%	153.6%	57.5%	Selbstfinanzierungsgrad

Compte de fonctionnement

Présentation échelonnée du résultat sans les imputations internes

Laufende Rechnung

Gestaffelte Präsentation ohne die internen Verrechnungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges d'exploitation	3'025.1	2'954.8	2'987.9	33.1	Betrieblicher Aufwand
Revenus d'exploitation	2'900.8	2'940.9	3'003.1	62.2	Betrieblicher Ertrag
Résultat d'activités d'exploitation	-124.4	-13.9	15.2	29.1	Ergebnis aus betrieblicher Tätigkeit
Charges financières	36.1	29.5	30.0	0.5	Finanzaufwand
Revenus financiers	60.4	55.3	59.6	4.3	Finanzertrag
Résultat d'activités de financement	24.3	25.7	29.6	3.8	Ergebnis aus Finanzierung
Résultat opérationnel	-100.1	11.8	44.8	32.9	Operatives Ergebnis
Charges extraordinaires	19.0	160.6	176.4	15.8	Ausserordentlicher Aufwand
Revenus extraordinaires	35.1	123.9	131.7	7.7	Ausserordentlicher Ertrag
Résultat extraordinaire	16.1	-36.7	-44.8	-8.1	Ausserordentliches Ergebnis
Total du compte de résultat	-83.9	-24.9	-	24.9	Gesamtergebnis Erfolgsrechnung

Le compte de l'Etat du Valais clôture l'exercice 2015 avec un excédent de revenus de 95,7 mios et un excédent de financement de 97,2 mios. Après l'amortissement des découverts, le compte 2015 boucle sur un résultat équilibré. Les excédents sont intégralement employés à l'amortissement des découverts comptables et financiers des comptes précédents, de sorte que les soldes à amortir à fin 2015 s'élèvent à 41,8 mios en ce qui concerne les découverts comptables et à 69,7 mios du point de vue des découverts financiers.

Le compte de fonctionnement présente un total de revenus de 3,31 mrds et un total de charges de 3,21 mrds. Il clôture avec un excédent de revenus de 95,7 mios, entièrement employé à compenser les découverts comptables 2013 et 2014.

Avant prise en compte des amortissements du patrimoine administratif d'un montant de 182,8 mios, le compte de fonctionnement dégage une marge d'auto-financement (cash-flow) de 278,5 mios.

Le compte des investissements présente des dépenses brutes de 506,6 mios, couvertes à hauteur de 325,3 mios par des recettes. Les investissements nets se montent ainsi à 181,3 mios.

Les dépenses nettes d'investissement sont ainsi intégralement couvertes par la marge d'autofinancement qui se dégage du compte de fonctionnement. Il en résulte un excédent de financement de 97,2 mios, intégralement affecté à l'amortissement des insuffisances de financement 2013 et 2014. Le degré d'autofinancement se monte à 153,6%.

Le compte 2015 du Canton du Valais présente les caractéristiques suivantes :

- des recettes fiscales supérieures aux prévisions bud-

Die Rechnung des Kantons Wallis weist 2015 einen Ertragsüberschuss von 95,7 Mio. Franken und einen Finanzierungsüberschuss von 97,2 Mio. aus. Nach Abschreibung der Fehlbeträge schliesst die Rechnung 2015 mit einem ausgeglichenen Ergebnis. Die Überschüsse werden vollständig für die Abschreibung der buchhalterischen und finanziellen Fehlbeträge der Vorjahre verwendet. Danach beträgt der buchhalterische Fehlbetrag noch 41,8 Mio. und der finanzielle Fehlbetrag 69,7 Mio.

Die Laufende Rechnung weist einen Ertrag von 3,31 Mrd. Franken und einen Aufwand von 3,21 Mrd. aus. Sie schliesst mit einem Ertragsüberschuss von 95,7 Mio. ab, der vollständig für die Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 verwendet wird.

Vor Verbuchung der ordentlichen Abschreibungen des Verwaltungsvermögens in Höhe von 182,8 Mio. Franken beläuft sich die Selbstfinanzierungsmarge (Cash-flow) der Laufenden Rechnung auf 278,5 Mio.

Die Investitionsrechnung weist Bruttoausgaben von 506,6 Mio. Franken und Einnahmen von 325,3 Mio. aus. Die Netto-Investitionen belaufen sich somit auf 181,3 Mio.

Die Nettoinvestitionen sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge aus der Laufenden Rechnung gedeckt. Es resultiert ein Finanzierungsüberschuss von 97,2 Mio. Franken, der vollständig für die Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 verwendet wird. Der Selbstfinanzierungsgrad beträgt 153,6%.

Die Rechnung 2015 des Kantons Wallis weist folgende Merkmale auf :

- höhere Steuereinnahmen als erwartet – die kanto-

gétaires. Les recettes fiscales cantonales sont supérieures de 47,7 mios ou 3,9% et la part du Valais à l'impôt anticipé de 7,7 mios ou 42,5% ;

- une distribution du bénéfice de la BNS de 53,5 mios pour le Canton du Valais ;
- une augmentation des montants perçus au titre de la péréquation intercantonale de 46,3 mios par rapport à 2014 ;
- un niveau d'investissement élevé, avec des dépenses brutes pour 506,6 mios et des dépenses nettes pour 181,3 mios.

Le 19 décembre 2014, le Grand Conseil a approuvé le budget 2015 avec un excédent de revenus de 23,7 mios et un excédent de financement de 28,0 mios (avant amortissement des découverts comptables et financiers).

Plusieurs crédits supplémentaires ont toutefois impacté le budget initial. Il s'agit notamment de crédits pour le financement des prêts NPR (+3,0 mios), pour le financement de l'exécution des peines et des mesures thérapeutiques institutionnelles (+2,8 mios), pour le subventionnement des assurances sociales (+1,5 mio net), pour le subventionnement des personnes physiques au bénéfice de l'aide sociale (+7,7 mios net), pour le financement des missions et tâches incombant au Service de la santé publique (+12,7 mios net), pour les placements hors canton du Service cantonal de la jeunesse (+1,1 mio net) et pour la remise en état des voies publiques cantonales suite aux intempéries du début mai et du début août 2015 (+6,8 mios net). Ces crédits supplémentaires ont été décidés en session de décembre 2015 par le Grand Conseil. Au total, ils engendrent une péjoration des résultats de fonctionnement et de financement budgétés de respectivement 30,7 mios et 35,6 mios.

nalen Steuereinnahmen sind um 47,7 Mio. Franken oder 3,9% höher als budgetiert und der Anteil an der Verrechnungssteuer liegt 7,7 Mio. oder 42,5% über den Budgeterwartungen ;

- eine Gewinnausschüttung der SNB von 53,5 Mio. für das Wallis ;
- eine Zunahme der Einnahmen aus dem interkantonalen Finanzausgleich um 46,3 Mio. im Vergleich zu 2014 ;
- ein hohes Investitionsniveau mit Bruttoausgaben von 506,6 Mio. und Nettoausgaben von 181,3 Mio.

Das Budget 2015 mit einem Ertragsüberschuss von 23,7 Mio. Franken und einem Finanzierungsüberschuss von 28,0 Mio. (vor Abschreibung der buchhalterischen und finanziellen Fehlbeträge) wurde vom Grossen Rat am 19. Dezember 2014 angenommen.

Der Grosse Rat gewährte mehrere Nachtragskredite für das Budget 2015. Diese betrafen namentlich die Finanzierung der NRP-Darlehen (+3,0 Mio.), die Finanzierung des Strafvollzugs und der stationären therapeutischen Massnahmen (+2,8 Mio.), die Subventionierung der Sozialversicherungen (+1,5 Mio. netto), die Finanzierung der Sozialhilfe an natürliche Personen (+7,7 Mio. netto), die Finanzierung der Aufgaben der Dienststelle für Gesundheitswesen (+12,7 Mio. netto), die ausserkantonalen Platzierungen der Dienststelle für die Jugend (+1,1 Mio. netto) und die Wiederinstandsetzung der kantonalen Strassen nach den Unwettern von Anfang Mai und August 2015 (+6,8 Mio. netto). Der Grosse Rat hat diese Nachtragskredite allesamt in der Dezembersession 2015 gutgeheissen. Dadurch verschlechtert sich gegenüber dem Budget die Laufende Rechnung um 30,7 Mio. Franken und das Finanzierungsergebnis um 35,6 Mio.

Charges d'exploitation

Betrieblicher Aufwand

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
30 Charges de personnel	937.7	934.8	-2.8	-0.3%	31.3%	30 Personalaufwand
31 Biens, services et marchandises	228.9	219.0	-9.9	-4.3%	7.3%	31 Sachaufwand
33 Amortissements du patrimoine financier	31.4	30.9	-0.5	-1.7%	1.0%	33 Abschreibungen Finanzvermögen
33 Amortissements du patrimoine administratif	138.9	151.4	12.6	9.0%	5.1%	33 Abschreibungen Verwaltungsvermögen
34 Parts et contributions sans affectation	106.0	116.3	10.3	9.7%	3.9%	34 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
35 Dédommagements à des collectivités publiques	126.5	124.6	-1.9	-1.5%	4.2%	35 Entschädigungen an Gemeinwesen
36 Subventions accordées	1'241.6	1'242.5	0.8	0.1%	41.6%	36 Eigene Beiträge
37 Subventions redistribuées	129.7	141.8	12.2	9.4%	4.7%	37 Durchlaufende Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	14.1	26.6	12.5	88.4%	0.9%	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'954.8	2'987.9	33.1	1.1%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les charges d'exploitation se montent à 2,99 mrd., supérieures de 1,1% au budget (+33,1 mios).

Elles sont constituées pour 50,5% de subventions et dédommagements à des collectivités publiques et pour 31,3% de charges de personnel. Par rapport au compte 2014, le poids des charges de personnel baisse de 1,2 point de pourcentage, alors que celui des dédommagements et subventions augmente de 1,2 point. Cela s'explique notamment par l'autonomisation de la HES-SO Valais-Wallis.

Globalement, les charges d'exploitation sont bien maîtrisées. Plusieurs catégories de charges d'exploitation affichent des valeurs inférieures aux montants budgétés. Il s'agit des charges de biens, services et marchandises (-9,9 mios), des charges de personnel (-2,8 mios), des dédommagements à des collectivités publiques (-1,9 mio) et des amortissements du patrimoine financier (-0,5 mio).

Des dépassements sont en revanche constatés pour les amortissements du patrimoine administratif (+12,6 mios), les attributions aux financements spéciaux (+12,5 mios), les subventions redistribuées (+12,2 mios), les parts et contributions sans affectation (+10,3 mios) et les subventions accordées (+0,8 mio).

Les différentes catégories de charges sont présentées en détail ci-après.

Charges de personnel

Les charges de personnel se montent à 934,8 mios, ce qui représente un montant inférieur de 0,3% ou 2,8 mios au budget.

Comme prévu lors de l'élaboration du budget et au regard du léger fléchissement de l'indice suisse des prix à la consommation sur une année et de son niveau en décembre 2014 (98,6 points), aucun renchérissement n'a été octroyé et l'échelle salariale a été maintenue au niveau 2014. L'augmentation individuelle liée à la prestation, la prime de performance des agents de la fonction publique pour l'année 2015 et les parts d'expérience des enseignants pour l'année scolaire 2015-2016 ont en revanche été accordées intégralement.

La répartition des charges de personnel par catégorie est présentée à l'annexe 1. Un reliquat budgétaire apparaît pour chacune des catégories, à l'exception du Département de la santé, des affaires sociales et de la culture (DSSC) (+1,5 mio) et des secteurs de la sécurité (+0,8 mio) et de l'enseignement (+2,2 mios).

L'augmentation au DSSC provient notamment du personnel d'encadrement dans le secteur des requérants d'asile (+1,3 mio) pour faire face à la hausse du nombre de requérants d'asile en 2015. Ces coûts sont compensés par des forfaits de la Confédération plus importants.

Le dépassement pour la sécurité (+0,8 mio) provient entièrement de la Police cantonale mais ne représente relativement qu'un écart de 0,9% par rapport aux valeurs budgétées.

Der betriebliche Aufwand beläuft sich auf 2,99 Mrd. Franken und liegt damit 1,1% über dem Budget (+33,1 Mio.).

Dieser Betrag setzt sich zu 50,5% aus den Beiträgen und Entschädigungen an Gemeinwesen und zu 31,3% aus dem Personalaufwand zusammen. Im Vergleich zur Rechnung 2014 hat der Anteil des Personalaufwands um 1,2 Punkte abgenommen und jener der Beiträge und Entschädigungen um 1,2 Punkte zugenommen. Dies erklärt sich insbesondere durch die Verselbständigung der HES-SO Valais-Wallis.

Allgemein hat man den betrieblichen Aufwand gut im Griff. In mehreren Aufwandsrubriken wurde weniger ausgegeben als budgetiert, nämlich beim Sachaufwand (-9,9 Mio.), beim Personalaufwand (-2,8 Mio.), bei den Entschädigungen an Gemeinwesen (-1,9 Mio.) und bei den Abschreibungen des Finanzvermögens (-0,5 Mio.).

In anderen Rubriken kam es hingegen zu Budgetüberschreitungen, nämlich bei den Abschreibungen des Verwaltungsvermögens (+12,6 Mio.), den Einlagen in Spezialfinanzierungen (+12,5 Mio.), den durchlaufenden Beiträgen (+12,2 Mio.), den Anteilen und Beiträgen ohne Zweckbindung (+10,3 Mio.) und den eigenen Beiträgen (+0,8 Mio.).

Nachfolgend wird auf die einzelnen Aufwandsrubriken eingegangen.

Personalaufwand

Der Personalaufwand beträgt 934,8 Mio. Franken und ist damit 0,3% oder 2,8 Mio. tiefer als budgetiert.

Wie im Budget vorgesehen, wurde angesichts des leichten Rückgangs des Landesindex der Konsumentenpreise innerhalb Jahresfrist (98,6 Punkte im Dezember 2014) kein Teuerungsausgleich vorgenommen und die Lohntabelle auf dem Niveau von 2014 belassen. Die individuellen leistungsabhängigen Erhöhungen, die Leistungsprämien 2015 der Kantonsangestellten und die Erfahrungsanteile der Lehrpersonen für das Schuljahr 2015/2016 wurden jedoch vollumfänglich gewährt.

Die Aufteilung des Personalaufwands nach Kategorien findet sich in Anhang 1. Der Aufwand lag in jeder Kategorie unter dem budgetierten Wert, ausser beim Departement für Gesundheit, Soziales und Kultur (DGSK) (+1,5 Mio. gegenüber dem Budget) sowie in den Sektoren Sicherheit (+0,8 Mio.) und Bildung (+2,2 Mio.).

Die Überschreitung beim DGSK ist grösstenteils auf zusätzliches Betreuungspersonal im Asylbereich zurückzuführen (+1,3 Mio.), das nötig war, um der gestiegenen Anzahl Asylsuchender im Jahr 2015 gerecht zu werden. Diese Kosten werden durch höhere Pauschalen des Bundes kompensiert.

Die Überschreitung im Sicherheitsbereich (+0,8 Mio.) geht vollständig auf das Konto der Kantonspolizei und weicht nur 0,9% gegenüber dem Budget ab.

Au niveau de la masse salariale enseignante, le compte est très proche du budget. Le dépassement constaté dans le domaine de l'enseignement (+2,2 mios) découle notamment du fait que des dépenses initialement budgétées en tant qu'honoraires ont finalement été comptabilisées en tant que charges salariales.

En revanche, parmi les reliquats de crédits se retrouvent notamment :

- l'Office de construction des routes nationales (-2,4 mios) ;
- le Service de la formation professionnelle, dont le reliquat s'élève à 1,4 mio.

Biens, services et marchandises

Les biens, services et marchandises atteignent 219,0 mios, inférieurs de 9,9 mios ou 4,3% au budget.

Dans le domaine de l'asile, l'augmentation des loyers, les charges d'entretien immobilier, les frais médicaux, etc., génèrent un dépassement de l'ordre de 5,9 mios ou 27,8%. Ces coûts sont compensés par des forfaits de la Confédération plus importants.

En revanche, les autres domaines sont majoritairement parvenus à maîtriser le niveau des charges de biens, services et marchandises et la plupart d'entre eux affichent des reliquats de crédits. Le principal solde budgétaire est recensé au Service des routes, transports et cours d'eau (-7,3 mios ou -11,9%), en raison de dépenses moins importantes pour le service hivernal et l'entretien des routes cantonales et d'une diminution des travaux commandés par l'OFROU pour l'Unité territoriale III.

D'autres importantes diminutions de ce type de charges ont également pu être réalisées à la Section « assurances et économat » (-1,2 mio), au Service cantonal de l'informatique (-1,1 mio), au Service de l'enseignement (-1,5 mio) ou encore au Service des hautes écoles (-1,4 mio).

Amortissements du patrimoine financier

Les amortissements du patrimoine financier se montent à 30,9 mios, inférieurs de 0,5 mio ou 1,7% au budget.

Les amortissements du patrimoine financier comprennent :

- 23,8 mios de pertes sur créances, dont 19,5 mios de créances fiscales et 2,1 mios de pertes sur créances judiciaires ;
- 6,4 mios de dotations aux provisions pour risques de pertes sur débiteurs ;
- 0,7 mio d'amortissement du patrimoine financier, de diminution de stocks, de remises de créances, de pertes de change et de moins-values sur le patrimoine financier.

Au niveau des principaux écarts par rapport au budget, relevons que le Service cantonal des contributions a effectué une dotation supplémentaire aux provisions pour débiteurs de 7,7 mios suite aux importantes pertes constatées. La dotation du ducroire corres-

Die Lohnmasse der Lehrpersonen ist sehr nahe am budgetierten Wert. Die Überschreitung im Bildungsbereich (+2,2 Mio.) rührt insbesondere daher, dass Ausgaben, die eigentlich als Honorare budgetiert waren, schlussendlich als Lohnaufwand verbucht wurden.

Zu weniger Personalkosten als vorgesehen kam es hingegen :

- beim Amt für Nationalstrassenbau (-2,4 Mio.) ;
- bei der Dienststelle für Berufsbildung (-1,4 Mio.).

Sachaufwand

Der Sachaufwand beläuft sich auf 219,0 Mio. Franken, und liegt somit um 9,9 Mio. oder 4,3% unter dem Budget.

Im Asylbereich führten die höheren Mieten, der Liegenschaftsunterhalt, die Krankheitskosten usw. zu einer Überschreitung von 5,9 Mio. Franken oder 27,8%. Diese Kosten werden durch höhere Pauschalen des Bundes kompensiert.

In den meisten anderen Bereichen war der Sachaufwand tiefer als budgetiert. Der bedeutendste Budgetsaldo ist bei der Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau zu verzeichnen (-7,3 Mio. oder -11,9%), zurückzuführen auf weniger hohe Ausgaben für den Winterdienst und den Unterhalt der Kantonsstrassen sowie auf weniger ausgeführte Arbeiten für das ASTRA in der Gebietseinheit III.

Aber auch in der Sektion « Versicherungen und Ökonomat » (-1,2 Mio.), in der kantonalen Dienststelle für Informatik (-1,1 Mio.), in der Dienststelle für Unterrichtswesen (-1,5 Mio.) und in der Dienststelle für Hochschulwesen (-1,4 Mio.) bewegte sich der Sachaufwand deutlich unter den budgetierten Werten.

Abschreibungen des Finanzvermögens

Die Abschreibungen des Finanzvermögens belaufen sich auf 30,9 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Abnahme um 0,5 Mio. oder 1,7% entspricht.

Die Abschreibungen des Finanzvermögens umfassen :

- 23,8 Mio. Franken Debitorenverluste, davon 19,5 Mio. Steuerforderungen und 2,1 Mio. Verluste bei den Forderungen für die Rechtspflege ;
- 6,4 Mio. Erhöhung des Delkredere ;
- 0,7 Mio. Abschreibungen auf dem Finanzvermögen, Abnahme der Lagerbestände, Forderungsverzichte, sowie Kurs- und Buchverluste auf dem Finanzvermögen.

Die Abweichungen zum Budget ergeben sich hauptsächlich aus folgenden Faktoren : Die kantonale Steuerverwaltung erhöhte das Delkredere aufgrund der hohen festgestellten Verluste um weitere 7,7 Mio. Franken, so dass dieses nun dem Verlust eines Jahres

pond ainsi à une perte annuelle. Au Service de l'énergie et des forces hydrauliques, les taxes initiales pour la concession de l'aménagement hydroélectrique de Susten-Chippis-Rhône n'ont pas été perçues du fait de recours. Par conséquent, la provision budgétée n'a plus lieu d'être (-4,3 mios).

Amortissements du patrimoine administratif

Les amortissements du patrimoine administratif, qui s'élèvent à 151,4 mios, sont supérieurs de 12,6 mios ou 9,0% aux prévisions budgétaires.

Il s'agit des amortissements ordinaires, calculés selon une pratique constante, basée sur les recommandations du recueil de comptabilité publique harmonisé (MCH – voir annexe 2). Ils correspondent en moyenne pondérée à 15,8% de la valeur résiduelle à amortir (hors prêts et participations permanentes).

Parts et contributions sans affectation

Les parts et contributions sans affectation se montent à 116,3 mios, supérieures de 10,3 mios ou 9,7% au budget.

La ristourne aux communes des deux tiers des recettes d'impôts sur les gains immobiliers et sur les successions et donations, d'un montant de 49,3 mios, est supérieure de 10,0 mios aux prévisions budgétaires. Elle suit l'évolution de ces recettes d'impôts.

Les parts et contributions sans affectation comprennent également la compensation des cas de rigueur de la péréquation intercantonale pour 4,5 mios et les versements aux communes de la péréquation intercommunale pour 61,7 mios (+0,3 mio par rapport au budget).

En ce qui concerne la péréquation intercommunale, les montants distribués aux communes passent de 59,6 mios au compte 2014 à 61,7 mios au compte 2015. Ces dépenses brutes ont cru en moyenne de 5% par an depuis l'introduction de la RPT II en 2012. 36,5 mios sont versés au titre de la péréquation des ressources financée conjointement par les communes et le canton, 18,4 mios pour la compensation des charges financée intégralement par le canton, et 6,9 mios pour les cas de rigueur financés par le fonds de péréquation. La part nette à charge du canton se monte au total à 34,7 mios (+1,4 mio ou +4,2% par rapport à 2014).

Dédommagements à des collectivités publiques

Les dédommagements à des collectivités publiques atteignent 124,6 mios, soit 1,9 mio ou 1,5% en dessous du budget.

Les dédommagements sont principalement versés à d'autres cantons (100,8 mios, -0,1 mio ou -0,1% par rapport au budget) avec, notamment :

- 46,3 mios pour la HES-SO ;
- 38,6 mios pour les universités ;
- 7,7 mios pour la formation professionnelle ;

entspricht. In der Dienststelle für Energie und Wasserkraft konnte die Anfangsgebühr für die Konzession der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhone infolge Rekurs nicht vereinnahmt werden. Darum ist die im Budget vorgesehene Rückstellung nicht mehr gerechtfertigt (-4,3 Mio.).

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Die Abschreibungen des Verwaltungsvermögens belaufen sich auf 151,4 Mio. Franken und fallen im Vergleich zum Budget um 12,6 Mio. oder 9,0% höher aus.

Es handelt sich hierbei um die ordentlichen Abschreibungen, die sich nach einer konstanten Praxis und den Empfehlungen des harmonisierten Rechnungsmodells richten (HRM – siehe Anhang 2). Sie entsprechen im gewichteten Durchschnitt 15,8% des abzuschreibenden Restbuchwerts (ohne Darlehen und Beteiligungen).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung belaufen sich auf 116,3 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 10,3 Mio. oder 9,7% entspricht.

Die Rückerstattung von zwei Dritteln der Liegenschaftsgewinnsteuern sowie der Erbschafts- und Schenkungssteuern an die Gemeinden war mit 49,3 Mio. Franken um 10,0 Mio. höher als budgetiert und folgt der Entwicklung der Steuereinnahmen.

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung beinhalten ebenfalls die Zahlungen von 4,5 Mio. Franken in den Härteausgleichsfonds des interkantonalen Finanzausgleichs sowie die Zahlungen an die Gemeinden in der Höhe von 61,7 Mio. (+0,3 Mio. gegenüber Budget) im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichs.

Die interkommunalen Finanzausgleichszahlungen an die Gemeinden steigen von 59,6 Mio. Franken in der Rechnung 2014 auf 61,7 Mio. in der Rechnung 2015. Seit der Einführung der NFA II im Jahr 2012 sind diese Beträge durchschnittlich um 5% pro Jahr gestiegen. Gemeinden und Kanton zahlen zusammen 36,5 Mio. für den Ressourcenausgleich. Der Lastenausgleich, der vollständig vom Kanton finanziert wird, schlägt mit 18,4 Mio. zu Buche. Die 6,9 Mio. für Härtefälle werden über den Ausgleichsfonds finanziert. Der Kantonsanteil beträgt netto 34,7 Mio. (+1,4 Mio. oder +4,2% gegenüber 2014).

Entschädigungen an Gemeinwesen

Die Entschädigungen an Gemeinwesen belaufen sich auf 124,6 Mio. Franken und sind somit um 1,9 Mio. oder 1,5% tiefer als budgetiert.

Die Entschädigungen werden hauptsächlich an andere Kantone entrichtet (100,8 Mio., was -0,1 Mio. oder -0,1% gegenüber dem Budget entspricht), insbesondere :

- 46,3 Mio. für die HES-SO ;
- 38,6 Mio. für die Universitäten ;
- 7,7 Mio. für die Berufsbildung ;

- 6,2 mios pour la détention et les mesures hors canton, domaine pour lequel un crédit supplémentaire de 2,8 mios a d'ailleurs été adopté par le Grand Conseil en session de décembre 2015.

En ce qui concerne les droits de mutations, le canton a reversé 18,3 mios aux communes au titre de l'impôt additionnel pour les mutations des immeubles sis sur leur territoire, soit 1,7 mio de moins que les prévisions budgétaires.

Subventions accordées

L'Etat du Valais a accordé 1,24 mrd de subventions sans caractère d'investissement, en ligne avec les prévisions budgétaires (+0,8 mio / +0,1%). Le budget ayant fait l'objet de nombreux crédits supplémentaires, les subventions accordées augmentent toutefois de 34,6 mios ou 2,9% par rapport au budget initial décidé par le Grand Conseil en session de décembre 2014.

Pour la première année depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle répartition des tâches canton-communes (RPT II), le compte de l'Etat tient compte de l'ensemble des dispositions légales y relatives. En effet, la loi sur les soins de longue durée est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2015, suite à son acceptation par le peuple en votation populaire du 18 mai 2014.

La répartition des subventions accordées par domaine est présentée en annexe 3.

Si les subventions s'établissent globalement à un niveau très proche du budget 2015, quelques variations significatives sont observées dans certains domaines :

- action sociale (+8,4 mios) : l'augmentation constatée résulte principalement des versements pour les réfugiés reconnus (+3,7 mios) et pour les requérants d'asile (+3,4 mios). Ces dépenses sont compensées par une augmentation des dédommagements de la Confédération. Elles s'ajoutent à un crédit supplémentaire de 11,0 mios voté en décembre 2015 par le Grand Conseil pour le subventionnement des personnes physiques au bénéfice de l'aide sociale ;
- subventions des loteries (-5,4 mios) : la délégation de la Loterie Romande a redistribué 23,1 mios, contre 28,6 mios prévus au budget ;
- hautes écoles (-2,3 mios) : les principaux reliquats proviennent des subventions à la HES-SO Valais-Wallis pour les infrastructures (-0,8 mio) et de la subvention aux instituts universitaires (-1,2 mio) ;
- réduction primes assurance-maladie (-2,2 mios) : l'écart s'explique principalement par des remboursements plus importants que prévus des assureurs-maladie et par un montant finalement moins important que prévu pour le contentieux. Le Service de la santé publique a toutefois bénéficié en 2015 d'un crédit supplémentaire dans lequel une augmentation des subventions brutes de 6,0 mios était prévue pour la réduction individuelle des primes d'assurance-maladie ;
- mesures chômage (-1,9 mio) : les mesures cantonales financées par le fonds cantonal pour l'emploi sont en repli de 1,9 mio par rapport au budget ;

- 6,2 Mio. für die Haftanstalten und Massnahmen ausserhalb des Kantons – für diesen Bereich hat der Grosse Rat im Übrigen in der Dezembersession 2015 einen Nachtragskredit von 2,8 Mio. genehmigt

Die für die Gemeinden erhobene Zusatzabgabe auf der Handänderungssteuer von 18,3 Mio. Franken wurde den Gemeinden überwiesen. Der Betrag fiel um 1,7 Mio. tiefer aus als budgetiert.

Eigene Beiträge

Der Staat Wallis hat Beiträge ohne Investitionscharakter in Höhe von 1,24 Mrd. Franken ausbezahlt, was fast genau dem budgetierten Wert entspricht (+0,8 Mio. oder 0,1%). Berücksichtigt man jedoch die zahlreichen Nachtragskredite, fielen die Beiträge um 34,6 Mio. oder 2,9% höher aus als im ursprünglichen Budget, das in der Dezembersession 2014 vom Grossen Rat verabschiedet wurde.

In der Staatsrechnung 2015 wurden erstmals seit Inkrafttreten der neuen Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II) sämtliche diesbezüglichen Gesetzesbestimmungen berücksichtigt – dies, nachdem das Gesetz über die Langzeitpflege nach dem Ja des Volkes vom 18. Mai 2014 am 1. Januar 2015 in Kraft getreten ist.

Die Aufteilung der eigenen Beiträge nach Bereichen findet sich in Anhang 3.

Auch wenn sich die eigenen Beiträge allgemein sehr nah an den budgetierten Werten 2015 bewegten, waren einige signifikante Abweichungen feststellbar :

- Sozialhilfe (+8,4 Mio.) : Die höheren Beträge sind hauptsächlich auf Zahlungen für anerkannte Flüchtlinge (+3,7 Mio.) und Asylbewerber (+3,4 Mio.) zurückzuführen. Diese Ausgaben werden durch höhere Entschädigungen des Bundes kompensiert. Zudem gewährte der Grosse Rat in der Dezembersession 2015 einen Nachtragskredit von 11,0 Mio. Franken für Gewährung von Sozialhilfe an natürliche Personen ;
- Beiträge der Loterien (-5,4 Mio.) : Die Loterie Romande schüttete nur 23,1 Mio. statt der budgetierten 28,6 Mio. aus.
- Hochschulen (-2,3 Mio.) : Die wesentlichen Budgetabweichungen sind hauptsächlich auf die Subventionen für die Infrastrukturen der HES-SO Valais-Wallis (-0,8 Mio.) und die Subventionen für die universitären Institute (-1,2 Mio.) zurückzuführen ;
- Ermässigung der Krankenkassenprämien (-2,2 Mio.) : Die Abweichung ergibt sich in erster Linie aus den höheren Rückzahlungen der Krankenkassen und den tieferen Zahlungsausständen. Gleichwohl erhielt die Dienststelle für Gesundheitswesen im Jahr 2015 einen Nachtragskredit, in dem zusätzlich 6,0 Mio. brutto für individuelle Prämienverbilligungen vorgesehen sind.
- Massnahmen gegen die Arbeitslosigkeit (-1,9 Mio.) : Der Aufwand für die kantonalen Massnahmen, die über den kantonalen Beschäftigungsfonds finanziert werden, war 1,9 Mio. tiefer als budgetiert ;

- entretien des cours d'eau (+1,9 mio) : cette augmentation est la conséquence du paiement intégral aux communes pour les travaux réalisés, alors que seuls des paiements partiels avaient été budgétés ;
- entretien des forêts et du paysage (+1,6 mio) : des dépenses budgétées en tant que subventions d'investissement ont finalement été comptabilisées dans le compte de fonctionnement ;
- enseignement spécialisé (-1,3 mio) : les subventions aux institutions spécialisées sont inférieures aux valeurs escomptées lors de l'établissement du budget.

Subventions redistribuées

Les subventions redistribuées se montent à 141,8 mios, supérieures de 12,2 mios ou 9,4% aux montants budgétés. Un montant correspondant figure dans les recettes.

Près de 90% de ces subventions concernent les paiements directs à l'agriculture (127,2 mios, +10,2 mios par rapport au budget).

Attributions aux financements spéciaux

Les attributions ordinaires aux financements spéciaux de 26,6 mios sont supérieures de 12,5 mios aux prévisions budgétaires. Elles sont effectuées en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'article 9 de la LGCAF.

L'évolution nette (attributions moins prélèvements) des financements spéciaux ordinaires est présentée à l'annexe 4.

Pour l'année 2015, l'évolution globale des fonds conduit à une augmentation de 13,0 mios des moyens réservés. A la fin de l'année 2015, l'ensemble des fonds des financements spéciaux (actif et passif) se montent à 614,1 mios.

Les principaux écarts dans l'évolution des fonds par rapport au budget sont les suivants (voir annexe 4) :

- enseignement et formation (+0,9 mio) : le fonds de la formation professionnelle (+0,9 mio) clôture l'année 2015 avec des soldes supérieurs à l'année précédente ;
- culture et loisirs (-0,9 mio) : un prélèvement net de 1,0 mio a dû être effectué afin de couvrir le résultat annuel du fonds du sport ;
- aménagement et environnement (+1,4 mio) : l'écart budgétaire dans ce domaine provient du fonds d'entretien et de correction des cours d'eau, lequel affiche un prélèvement net inférieur de 1,5 mio au budget ;
- économie publique (+7,9 mios) : l'excédent de financement du fonds cantonal pour l'emploi (1,9 mio) a été porté à la fortune de ce fonds. En ce qui concerne le fonds des loteries, l'excédent de produits de la délégation valaisanne de la Loterie Romande a permis une attribution de 5,1 mios. Une attribution nette de 0,9 mio au fonds d'encouragement dans le domaine de l'énergie a été possible ;
- finances (+5,3 mios) : en application de la décision du Grand Conseil du 14 septembre 2012 concernant l'utilisation de la part cantonale de la redevance sur le

- Gewässerunterhalt (+1,9 Mio.) : Diese Abweichung ergibt sich daraus, dass man den Gemeinden die realisierten Arbeiten vollständig bezahlt hat, obwohl nur eine teilweise Zahlung vorgesehen war ;
- Unterhalt von Wald und Landschaft (+1,6 Mio.) : Ausgaben, die als Investitionsbeiträge budgetiert waren, wurden schlussendlich in der Laufenden Rechnung verbucht ;
- Sonderschulen (-1,3 Mio.) : Die Subventionen für Sonderschulen waren tiefer als budgetiert.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge betragen 141,8 Mio. Franken, was um 12,2 Mio. oder 9,4% höher ist als budgetiert. Sie sind durch Einnahmen in derselben Höhe gedeckt.

Fast 90% dieser Beiträge betreffen die Direktzahlungen für die Landwirtschaft (127,2 Mio., +10,2 Mio. gegenüber dem Budget).

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Die ordentlichen Einlagen in Spezialfinanzierungen belaufen sich auf 26,6 Mio. Franken und sind somit 12,5 Mio. höher als budgetiert. Sie werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die sich aus der Anwendung von Artikel 9 FHG ergeben.

Die Netto-Veränderungen der ordentlichen Spezialfinanzierungen (Einlagen minus Entnahmen) sind in Anhang 4.

Insgesamt führt die Entwicklung der Fonds im Jahr 2015 zu einer Fondszunahme um 13,0 Mio. Franken. Ende 2015 betrug der Saldo der Spezialfinanzierungsfonds (aktiv und passiv) 614,1 Mio.

Nachstehend die wichtigsten Abweichungen bei den Fonds gegenüber dem Budget (siehe Anhang 4) :

- Bildung (+0,9 Mio.) : der Berufsbildungsfonds (+0,9 Mio.) schliesst das Jahr 2015 mit einem höheren Saldo als im Vorjahr ab ;
- Kultur und Freizeit (-0,9 Mio.) : es musste eine Netto-Entnahme von 1,0 Mio. getätigt werden, um das Jahresergebnis des Sportfonds zu decken ;
- Umwelt und Raumplanung (+1,4 Mio.) : die Budgetabweichung in diesem Bereich ist dem Fonds für Unterhalt und Korrektur der Gewässer zuzuschreiben, dem 1,5 Mio. netto weniger als budgetiert entnommen wurden ;
- Volkswirtschaft (+7,9 Mio.) : der Finanzierungsüberschuss des kantonalen Beschäftigungsfonds (1,9 Mio.) wurde diesem Fonds zugewiesen. Was den Lotteriefonds anbelangt, hat der Einnahmenüberschuss der Walliser Delegation der Loterie Romande eine Einlage von 5,1 Mio. ermöglicht. Auch eine Nettoeinlage von 0,9 Mio. in den Energieförderungsfonds wurde möglich ;
- Finanzen (+5,3 Mio.) : in Anwendung des Beschlusses des Grosse Rates vom 14. September 2012 über die Verwendung des Kantonsanteils an der

trafic des poids lourds liée aux prestations, un compte de financement spécial au sens de l'article 9 de la LGCAF enregistre l'excédent de revenus ou de charges annuel. L'évolution de ce fonds est présentée dans l'annexe 7. En 2015, ce fonds augmente de 3,2 mios pour s'établir à 6,7 mios à la fin de l'exercice ;

- fonds de compensation des fluctuations de recettes (+8,6 mios), fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (+50,0 mios), fonds de la 3^e correction du Rhône (+4,3 mios), aide aux exploitations paysannes (-3,5 mios) et fonds cantonal pour le tourisme (-50,0 mios) : les écarts budgétaires sont en relation avec les revenus extraordinaires qui font l'objet de commentaires dans le chapitre relatif aux charges et revenus extraordinaires.

leistungsabhängigen Schwerkverkehrsabgabe wird der Aufwand- und Ertragsüberschuss in einem Spezialfinanzierungskonto im Sinne von Artikel 9 FHG erfasst. Die Entwicklung dieses Fonds wird in Anhang 7 aufgezeigt. 2015 nimmt dieser Fonds um 3,2 Mio. zu und beträgt Ende Geschäftsjahr 6,7 Mio. ;

- Kompensationsfonds für Ertragschwankungen (+8,6 Mio.), Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (+50,0 Mio.), Fonds für die 3. Rhonekorrektur (+4,3 Mio.), landwirtschaftliche Betriebshilfen (-3,5 Mio.) und kantonalen Tourismusfonds (-50,0 Mio.) : Die Differenz zum Budget steht im Zusammenhang mit dem ausserordentlichen Ertrag, der im Kapitel über den ausserordentlichen Aufwand und Ertrag kommentiert wird.

Revenus d'exploitation

Betrieblicher Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	ECARTS EN % DIFFERENZ IN %	POIDS AUFTEILUNG 2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
40 Impôts	1'216.4	1'264.1	47.7	3.9%	42.1%	40 Steuern
41 Patentes, concessions	48.5	42.9	-5.6	-11.5%	1.4%	41 Patente und Konzessionen
43 Contributions	201.9	197.2	-4.6	-2.3%	6.6%	43 Entgelte
44 Parts recettes et contributions sans affectation	717.9	723.8	5.9	0.8%	24.1%	44 Anteile u. Beiträge ohne Zweckbindung
45 Dédommagements de collectivités publiques	126.0	140.5	14.6	11.6%	4.7%	45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
46 Subventions acquises	477.2	471.6	-5.6	-1.2%	15.7%	46 Beiträge für eigene Rechnung
47 Subventions à redistribuer	129.7	141.8	12.2	9.4%	4.7%	47 Durchlaufende Beiträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	23.3	21.1	-2.2	-9.4%	0.7%	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
Total	2'940.9	3'003.1	62.2	2.1%	100.0%	Total

¹ LGCAF, art. 9

¹ FHG, Art. 9

Les revenus d'exploitation se montent à 3,00 mrd, supérieurs de 62,2 mios ou 2,1% au budget.

Der betriebliche Ertrag beläuft sich auf 3,00 Mrd. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 62,2 Mio. oder 2,1% entspricht.

Cet écart s'explique essentiellement par les recettes d'impôts, lesquelles s'avèrent supérieures aux prévisions budgétaires de 47,7 mios. Cette orientation à la hausse est accentuée, dans une moindre mesure, par les dédommagements de collectivités publiques (+14,6 mios), les subventions à redistribuer (+12,2 mios), les parts à des recettes et contributions sans affectation (+5,9 mios). A contrario, les patentes et concessions (-5,6 mios), les subventions acquises (-5,6 mios), les contributions (-4,6 mios) et les prélèvements sur les financements spéciaux (-2,2 mios) affichent des résultats inférieurs au budget, sans toutefois enrayer l'importante augmentation observée au niveau des autres revenus d'exploitation.

Diese Abweichung lässt sich vor allem durch die Steuereinnahmen erklären, die 47,7 Mio. Franken höher ausfallen als budgetiert. Dieser Aufwärtstrend wird in geringerem Masse durch die Rückerstattungen von Gemeinwesen (+14,6 Mio.), die durchlaufenden Beiträge (+12,2 Mio.) sowie die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung (+5,9 Mio.) verstärkt. Im Gegensatz dazu fallen die Patente und Konzessionen (-5,6 Mio.), die Beiträge für eigene Rechnung (-5,6 Mio.), die Entgelte (-4,6 Mio.) und die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen (-2,2 Mio.) tiefer aus als budgetiert, allerdings ohne die starke Zunahme auf Ebene der anderen betrieblichen Erträge zu schmälern.

Les principales raisons de ces variations sont présentées en détail ci-après.

Die wesentlichen Gründe für diese Abweichungen werden nachfolgend aufgeführt.

Impôts

Les recettes d'impôts s'avèrent supérieures aux montants escomptés lors de l'établissement du budget. En effet, celles-ci s'élèvent en 2015 à 1,26 mrd, soit 47,7 mios ou 3,9% de plus qu'au budget (voir annexe 5).

L'augmentation des impôts provient essentiellement des impôts sur le revenu et la fortune (+23,5 mios / +3,1%) et des impôts sur les successions et donations (+10,4 mios / +69,3%). Dans une moindre mesure, l'évolution des impôts sur les forces hydrauliques (+5,2 mios / +5,7%), sur les gains en capital (+4,5 mios / +10,3%) et sur le bénéfice et le capital (+3,6 mios / +2,8%) contribue également à la croissance des recettes fiscales.

La croissance de l'impôt sur le revenu et sur la fortune provient de nouveaux contribuables fortunés et de produits extraordinaires. Concernant l'impôt à la source, il est constaté une augmentation du nombre de personnes imposées. Enfin, l'écart constaté au niveau des impôts sur les personnes morales est dû à des produits extraordinaires issus notamment du secteur de l'immobilier et de l'industrie.

L'augmentation des impôts sur les forces hydrauliques (+5,2 mios) s'explique quant à elle par une hydrologie 2015 supérieure à la moyenne, laquelle influe sur le total de l'impôt spécial perçu par le canton.

Seuls l'impôt sur les maisons de jeu (-0,5 mio / -29,3%) et les droits de mutation et de timbre (-0,3 mio / -0,3%) affichent des valeurs inférieures aux prévisions budgétaires.

Patentes, concessions

Les recettes pour les patentes et concessions se montent à 42,9 mios, en baisse de 5,6 mios ou 11,5% par rapport au budget.

Parmi les variations importantes, relevons que les extractions supplémentaires de graviers prévues dans la région de Finges, ainsi que l'augmentation du prix au m³ de gravier n'ont pas eu lieu en 2015, ce qui a contribué à la baisse de 1,3 mio ou 52,5% des recettes y relatives.

Enfin, les taxes initiales liées à la concession de l'aménagement hydroélectrique Susten-Chippis-Rhône (4,6 mios au budget 2015) n'ont pas pu être perçues, du fait de recours.

Contributions

Les contributions atteignent 197,2 mios. Elles sont inférieures de 4,6 mios ou 2,3% au budget.

Ces recettes se répartissent en 86,7 mios d'émolements, 42,2 mios de dédommagements de tiers, 23,5 mios de redevances et autres contributions, 16,5 mios d'amendes, 9,8 mios de ventes, 8,7 mios d'écolages, 4,4 mios de contributions de remplacement, 3,8 mios de prestations internes d'investissement et 1,6 mio de taxes d'hébergement.

Steuern

Die Steuereinnahmen fallen höher aus als budgetiert. 2015 belaufen sie sich auf 1,26 Mrd. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 47,7 Mio. oder um 3,9% entspricht (siehe Anhang 5).

Die Zunahme bei den Steuern ist hauptsächlich auf die Einkommens- und Vermögenssteuern (+23,5 Mio. / +3,1%) sowie die Erbschafts- und Schenkungssteuern (+10,4 Mio. / +69,3%) zurückzuführen. In geringerem Masse trägt die Entwicklung der Wasserkraftsteuern (+5,2 Mio. / +5,7%), der Vermögensgewinnsteuern (+4,5 Mio. / +10,3%) sowie der Gewinn- und Kapitalsteuern (+3,6 Mio. / +2,8%) ebenfalls zur Zunahme der Steuereinnahmen bei.

Die Zunahme bei der Einkommens- und Vermögenssteuer lässt sich auf neue vermögende Steuerpflichtige und auf ausserordentliche Erträge zurückführen. Bei der Quellensteuer lässt sich eine höhere Anzahl besteufter Personen feststellen. Die bei den Steuern der juristischen Personen festgestellte Differenz ist auf ausserordentliche Erträge aus dem Immobilien- und Industriesektor zurückzuführen.

Die Zunahme bei den Wasserkraftsteuern (+5,2 Mio.) ist auf die überdurchschnittliche Hydrologie von 2015 zurückzuführen, welche den Gesamtbetrag der vom Kanton erhobenen besonderen Wasserkraftsteuer beeinflusst.

Einzig die Spielbankenabgabe (-0,5 Mio. / -29,3%), die Handänderungs- und Stempelsteuern (-0,3 Mio. / -0,3%) fallen tiefer aus als budgetiert.

Patente und Konzessionen

Die Einnahmen bei den Patenten und Konzessionen betragen 42,9 Mio. Franken und sind somit um 5,6 Mio. oder 11,5% tiefer ausgefallen als budgetiert.

In Bezug auf die grösseren Abweichungen sei darauf hingewiesen, dass in der Pfyregion nicht wie vorgesehen mehr Kies entnommen werden konnte und dass der Kubikmeterpreis für Kies 2015 nicht angestiegen ist, was zu einer Abnahme der diesbezüglichen Einnahmen um 1,3 Mio. Franken oder 52,5% führt.

Zudem konnte die Anfangsgebühr im Zusammenhang mit der Konzession der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhône (4,6 Mio. im Budget 2015) aufgrund eines Rekurses noch nicht erhoben werden.

Entgelte

Die Entgelte belaufen sich auf 197,2 Mio. Franken. Sie sind um 4,6 Mio. oder 2,3% tiefer als budgetiert.

Diese Einnahmen verteilen sich auf 86,7 Mio. Franken Gebühren, 42,2 Mio. Rückerstattungen Dritter, 23,5 Mio. Benützungsgebühren und andere Entgelte, 16,5 Mio. Bussen, 9,8 Mio. Verkäufe, 8,7 Mio. Schulgelde, 4,4 Mio. Ersatzbeiträge, 3,8 Mio. Eigenleistungen für Investitionen und 1,6 Mio. Beherbergungstaxen.

Parmi les principaux écarts par rapport au budget se retrouvent notamment :

- les contributions perçues au Service des routes, transports et cours d'eau (-2,8 mio), affichant un recul dû notamment à la baisse des travaux commandés et remboursés par l'OFROU pour l'Unité territoriale III ;
- un recul des émoluments du Service de la population et de la migration (-1,5 mio), en lien avec l'impossibilité de réaliser les recettes supplémentaires de 2,0 mio prévues par le Grand Conseil lors de la discussion sur le budget 2015 ;
- les contributions de remplacement de l'Office de la protection civile, en hausse de 1,0 mio par rapport au budget ;
- l'augmentation des dédommagements de tiers à la Section « assurances et économat » (+0,8 mio), en lien avec les indemnités pour les sinistres subis ;
- des recettes plus faibles que prévues au Service des forêts et du paysage (-0,8 mio) ;
- la diminution des ventes du Service cantonal de l'agriculture (-0,7 mio) ;
- la croissance des amendes au Service cantonal des contributions (+0,7 mio).

Parts à des recettes / contributions sans affectation

Les parts à des recettes et contributions sans affectation s'élèvent à 723,8 mio, supérieures de 5,9 mio ou 0,8% au budget. Représentant plus de 24% des revenus d'exploitation, ces recettes constituent la deuxième source de revenus la plus importante après les impôts pour le Canton du Valais.

La progression constatée est essentiellement due au très bon résultat de l'impôt anticipé, lequel a permis une croissance de la part cantonale de 7,7 mio ou 42,5%. Cette situation est la conséquence indirecte de la politique monétaire menée par la BNS. En effet, de nombreuses entreprises ont reporté leur demande de remboursement de l'impôt anticipé, afin de ne pas être pénalisées par des intérêts négatifs.

Au niveau de la part cantonale à l'impôt fédéral direct (IFD), le constat est similaire à celui établi pour les impôts cantonaux sur les personnes physiques et les personnes morales. En effet, atteignant 63,3 mio au compte 2015, cette recette est quelque peu supérieure aux attentes budgétaires (+2,3 mio ou +3,7%).

Les recettes provenant de la péréquation intercantonale (péréquation des ressources et compensation des charges géo-topographiques) s'élèvent au total à 564,2 mio et sont en ligne avec les valeurs inscrites au budget. Globalement, ces parts fédérales affichent une croissance de 46,3 mio ou 8,9% par rapport au compte 2014.

Enfin, les parts du Canton du Valais à la RPLP ainsi qu'aux impôts sur les huiles minérales se soldent par des valeurs inférieures au budget de respectivement 2,6 mio et 1,4 mio.

Dédommagements de collectivités publiques

Les dédommagements de collectivités publiques atteignent 140,5 mio, soit 14,6 mio ou 11,6% de plus qu'au budget.

Die bedeutendsten Budgetabweichungen betreffen :

- die bei der Dienststelle für Strassen, Verkehr und Flussbau erhobenen Beträge (-2,8 Mio.) sind tiefer ausgefallen, da insbesondere weniger Arbeiten im Auftrag des ASTRA für die Gebietseinheit III ausgeführt wurden ;
- einen Rückgang bei den Gebühren der Dienststelle für Bevölkerung und Migration (-1,5 Mio.), da es nicht möglich war, die vom Grossen Rat bei den Budgetdebatten beschlossenen zusätzlichen 2,0 Mio. Franken Einnahmen zu erzielen ;
- die Ersatzbeiträge des Amtes für Zivilschutz, die um 1,0 Mio. höher als budgetiert ausfallen ;
- die Zunahme der Rückerstattungen Dritter bei der Sektion « Versicherungen und Ökonomat » (+0,8 Mio.) im Zusammenhang mit den Entschädigungen für Schadenfälle ;
- geringere Einnahmen als vorgesehen bei der Dienststelle für Wald und Landschaft (-0,8 Mio.) ;
- die Abnahme der Verkäufe bei der Kantonalen Dienststelle für Landwirtschaft (-0,7 Mio.) ;
- die Zunahme der Bussen bei der Kantonalen Steuerverwaltung (+0,7 Mio.).

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

Die Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung betragen 723,8 Mio. Franken, was um 5,9 Mio. oder 0,8% höher ist als budgetiert. Nach den Steuern stellt diese Kategorie die zweitgrösste Einnahmequelle für den Kanton Wallis dar und macht über 24% des betrieblichen Ertrags aus.

Die festgestellte Zunahme ist vor allem auf das sehr gute Ergebnis der Verrechnungssteuer zurückzuführen, das einen Anstieg des kantonalen Anteils um 7,7 Mio. Franken oder 42,5% ermöglicht hat. Diese Situation ist die indirekte Folge der Geldpolitik der SNB. Zahlreiche Unternehmen haben ihren Antrag auf Rückerstattung der Verrechnungssteuer nämlich aufgeschoben, um nicht durch Negativzinsen benachteiligt zu werden.

Beim Kantonsanteil an der direkten Bundessteuer (DB) sieht es ähnlich aus wie bei den Kantonssteuern der natürlichen und der juristischen Personen. In der Rechnung 2015 beläuft sich diese Einnahme nämlich auf 63,3 Mio. Franken und ist damit etwas höher als budgetiert (+2,3 Mio. oder +3,7%).

Die Einnahmen aus dem interkantonalen Finanzausgleich (Ressourcenausgleich und geo-topografischen Lastenausgleich) betragen insgesamt 564,2 Mio. Franken und entsprechen dem Budget. Global gesehen sind diese Bundesanteile um 46,3 Mio. oder 8,9% höher als in der Rechnung 2014.

Die Anteile des Kantons Wallis an der LSVA sowie an der Mineralölsteuer sind 2,6 Mio. Franken bzw. 1,4 Mio. tiefer als budgetiert.

Rückerstattungen von Gemeinwesen

Die Rückerstattungen von Gemeinwesen belaufen sich auf 140,5 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 14,6 Mio. oder 11,6% entspricht.

L'évolution de ce compte s'explique principalement par :

- l'augmentation des commissions de perception pour les impôts sur les gains immobiliers et les impôts sur les successions et donations (+1,2 mio), proportionnelle à la hausse des recettes fiscales y relatives ;
- des contributions de cantons plus importantes que prévues pour l'assistance des confédérés en Valais (+0,8 mio) ;
- l'augmentation des forfaits versés par la Confédération pour l'accueil et le suivi des demandeurs d'asile et des réfugiés reconnus (+12,5 mios).

En revanche, aucun dédommagement n'a pu être facturé aux communes pour les interventions de la Police cantonale (-1,0 mio).

Subventions acquises

Les subventions acquises représentent 471,6 mios, soit 5,6 mios ou 1,2% de moins qu'au budget. L'évolution de cette rubrique, détaillée par domaine, est présentée en annexe 8. Globalement, l'évolution de ce compte est liée à l'évolution des dépenses.

Les subventions fédérales (213,8 mios) servent principalement à financer la réduction des primes d'assurance-maladie (94,1 mios, en adéquation avec le montant budgété), les prestations complémentaires AVS/AI (36,8 mios, +0,2 mio) et la formation professionnelle (27,9 mios, -0,2 mio). Dans cette catégorie de subventions, les principaux écarts budgétaires sont relevés au niveau des routes nationales (-3,0 mios ou -33,2%, en lien avec le budget du personnel) et de la participation fédérale aux frais de fonctionnement des ORP et d'une partie du personnel du Service de l'industrie, du commerce et du travail (-2,3 mios ou -9,9%).

Les subventions acquises des communes se montent quant à elles à 227,5 mios, en recul de 6,2 mios ou 2,7% par rapport au budget. Les principaux écarts sont recensés dans le domaine de l'entretien des routes (-3,5 mios / -15,0%) et dans l'enseignement (-2,5 mios / -2,2%).

D'autres variations importantes sont constatées au niveau :

- du domaine de l'asile (+1,6 mio / +25,9%) pour le suivi et l'intégration des personnes admises provisoirement en Suisse depuis plus de sept ans, ainsi que pour l'aide d'urgence ;
- de la Police du feu (-2,1 mios / -49,2%). Globalement, les contributions des assureurs de 9,3 mios sont supérieures au budget. Ces contributions sont destinées au subventionnement à la fois des frais de fonctionnement et des investissements. Au compte 2015, une part plus importante a été utilisée pour les investissements, ce qui crée un écart budgétaire (-2,1 mios) au niveau des recettes de fonctionnement.

Subventions à redistribuer

Les subventions à redistribuer se montent à 141,8 mios et sont supérieures de 12,2 mios ou 9,4% aux montants budgétés.

Die Entwicklung dieses Bereichs lässt sich hauptsächlich wie folgt erklären :

- die Zunahme der Bezugskommissionen für die Grundstückgewinnsteuern und die Erbschafts- und Schenkungssteuern (+1,2 Mio.), proportional zur Zunahme der diesbezüglichen Steuereinnahmen ;
- höhere Kantonsbeiträge als vorgesehen für die Unterstützung von Personen anderer Kantone im Wallis (+0,8 Mio.) ;
- die Erhöhung der vom Bund gewährten Pauschalbeiträge für die Aufnahme und Betreuung der Asylbewerber und anerkannten Flüchtlinge (+12,5 Mio.).

Im Gegensatz dazu konnten den Gemeinden keine Leistungen für die Einsätze der Kantonspolizei fakturiert werden (-1,0 Mio.).

Beiträge für eigene Rechnung

Die Beiträge für eigene Rechnung belaufen sich auf 471,6 Mio. Franken und sind damit 5,6 Mio. oder 1,2% tiefer als budgetiert. Die Entwicklung dieser Rubrik nach Bereichen findet sich in Anhang 8. Diese Veränderung hängt weitgehend mit der Entwicklung der Ausgaben zusammen.

Die Bundesbeiträge (213,8 Mio.) dienen hauptsächlich der Finanzierung der Verbilligung der Krankenkassenprämien (94,1 Mio., entspricht dem budgetierten Betrag), der AHV/IV-Ergänzungsleistungen (36,8 Mio., +0,2 Mio.) und der Berufsbildung (27,9 Mio., -0,2 Mio.). In dieser Kategorie sind die grössten Budgetabweichungen bei den Nationalstrassen (-3,0 Mio. oder -33,2%, im Zusammenhang mit dem Personalbudget) und bei der Beteiligung des Bundes an den Betriebskosten der RAV und eines Teils des Personals der Dienststelle für Industrie, Handel und Arbeit (-2,3 Mio. oder -9,9%) zu verzeichnen.

Die Gemeindebeiträge betragen 227,5 Mio. Franken, das heisst, 6,2 Mio. oder 2,7% weniger als budgetiert. Die grössten Abweichungen sind im Bereich Strassenunterhalt (-3,5 Mio. / -15,0%) und im Bildungsbereich (-2,5 Mio. / -2,2%) zu verzeichnen.

Andere grössere Abweichungen sind in folgenden Bereichen festzustellen :

- Asylwesen (+1,6 Mio. / +25,9%) : für die Begleitung und Integration der seit mehr als sieben Jahren provisorisch in der Schweiz aufgenommenen Personen sowie für die Nothilfe ;
- Feuerpolizei (-2,1 Mio. / -49,2%) : Global gesehen sind die Beiträge der Versicherer um 9,3 Mio. höher als budgetiert. Diese Beiträge sind für die Subventionierung der Betriebs- und Investitionskosten bestimmt. In der Rechnung 2015 wurde ein grösserer Anteil für die Investitionen verwendet, was bei den Erträgen der Laufenden Rechnung zu einer Budgetabweichung (-2,1 Mio.) führt.

Durchlaufende Beiträge

Die durchlaufenden Beiträge belaufen sich auf 141,8 Mio. Franken und sind somit 12,2 Mio. oder 9,4% höher als budgetiert.

Pour ces subventions, l'Etat ne fait qu'office de boîte aux lettres. Elles proviennent de la Confédération pour 135,0 mios, essentiellement pour les paiements directs dans l'agriculture (127,2 mios / +10,2 mios ou +8,7%).

Des subventions à redistribuer sont également financées par les cantons (6,9 mios) dans le domaine des hautes écoles.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 21,1 mios sont effectués en application des dispositions légales spécifiques à chaque fonds découlant de l'application de l'article 9 de la LGCAF.

Les commentaires concernant ces prélèvements ont été faits conjointement avec les attributions. Ils figurent dans le chapitre des charges d'exploitation.

Für diese Beiträge übernimmt der Kanton lediglich die Rolle eines Briefkastens. 135,0 Mio. Franken stammen vom Bund, hauptsächlich für die Direktzahlungen an die Landwirtschaft (127,2 Mio. / +10,2 Mio. oder +8,7%).

Für die Hochschulen überweisen die Kantone ebenfalls durchlaufende Beiträge (6,9 Mio.).

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen in Höhe von 21,1 Mio. Franken werden gemäss den fondsspezifischen gesetzlichen Bestimmungen vorgenommen, die sich aus der Anwendung von Artikel 9 FHG ergeben.

Die Kommentare bezüglich dieser Entnahmen wurden zusammen mit den Einlagen gemacht. Sie sind im Kapitel «Betrieblicher Aufwand» zu finden.

Charges et revenus financiers

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges financières					Finanzaufwand
32 Intérêts passifs	36.1	29.5	30.0	0.5	32 Passivzinsen
Revenus financiers					Finanzertrag
42 Revenus des biens	60.4	55.3	59.6	4.3	42 Vermögenserträge
Résultat d'activités de financement	24.3	25.7	29.6	3.8	Ergebnis aus Finanzierung

Les charges et revenus financiers dégagent un excédent de revenus de 29,6 mios, supérieur de 3,8 mios au budget.

Charges financières

Les intérêts passifs s'élèvent à 30,0 mios, ce qui correspond à une augmentation de 0,5 mio ou 1,7% en comparaison avec le budget.

D'un montant de 25,1 mios au compte 2015 (égal au budget), les intérêts sur les dettes à moyen et long terme constituent la majeure partie des charges financières. Ces charges sont principalement liées aux emprunts auprès de la caisse de prévoyance de l'Etat du Valais (CPVAL).

Revenus financiers

Les revenus des biens atteignent 59,6 mios, en augmentation de 4,3 mios ou de 7,8% par rapport au budget.

Cette augmentation provient notamment :

- de dividendes en hausse de 2,4 mios par rapport au budget ;
- d'une recette extraordinaire liée à la vente de terrains (1,6 mio).

Finanzaufwand und -ertrag

Aus dem Finanzaufwand und -ertrag resultiert ein Ertragsüberschuss von 29,6 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 3,8 Mio. entspricht.

Finanzaufwand

Die Passivzinsen betragen 30,0 Mio. Franken und sind gegenüber dem Budget um 0,5 Mio. oder 1,7% höher ausgefallen.

Mit einem Betrag von 25,1 Mio. Franken in der Rechnung 2015 (gleich wie im Budget) stellen die Zinsen der mittel- und langfristigen Schulden den grössten Teil des Finanzaufwands dar. Dieser Aufwand hängt vor allem mit den Anleihen bei der Pensionskasse des Staates Wallis (PKWAL) zusammen.

Finanzertrag

Die Vermögenserträge erreichen 59,6 Mio. Franken, was gegenüber dem Budget einer Zunahme um 4,3 Mio. oder 7,8% entspricht.

Die Zunahme steht im Zusammenhang mit :

- den Dividenden (2,4 Mio. höher als budgetiert);
- einer ausserordentlichen Einnahme im Zusammenhang mit der Veräusserung von Grundstücken (1,6 Mio.).

Charges et revenus extraordinaires

Ausserordentlicher Aufwand und Ertrag

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Charges extraordinaires	19.0	160.6	176.4	15.8	Ausserordentlicher Aufwand
33 Amort. du patrimoine administratif	18.5	56.5	31.3	-25.2	33 Abschreib. Verwaltungsvermögen
33 Amort. des découverts comptables	-	17.8	95.7	77.9	33 Abschreib. der buchhalt. Fehlbeträge
36 Subventions accordées	0.5	-	-	-	36 Eigene Beiträge
38 Attributions financements spéciaux ¹	-	86.3	44.9	-41.4	38 Einlagen in Spezialfinanzierungen ¹
38 Attributions préfinancement des dépenses ²	-	-	4.5	4.5	38 Einlagen in Aufwandsvorfinanz. ²
Revenus extraordinaires	35.1	123.9	131.7	7.7	Ausserordentlicher Ertrag
41 Patentes, concessions	-	-	53.5	53.5	41 Patente und Konzessionen
42 Revenus des biens	-	36.3	36.3	-0.0	42 Vermögenserträge
48 Prélèvements financements spéciaux ¹	16.2	87.6	37.2	-50.4	48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen ¹
48 Prélèvements préfinan. des dépenses ²	19.0	-	4.7	4.7	48 Entnahmen aus Aufwandsvorfinanz. ²
Résultat d'activités extraordinaires	16.1	-36.7	-44.8	-8.1	Ausserordentliches Ergebnis

¹ LGCAF, art. 9

² LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

¹ FHG, Art. 9

² FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Les charges et revenus extraordinaires génèrent un excédent de charges de 44,8 mios.

Les charges et revenus extraordinaires comprennent les amortissements, les attributions et prélèvements aux financements spéciaux et les autres revenus extraordinaires présentés ci-après.

Amortissements du patrimoine administratif

La loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers (LGCAF) mentionne à l'article 14 que des amortissements supplémentaires doivent être opérés dans la mesure où la situation financière et la conjoncture le permettent. La priorité étant accordée à l'amortissement des découverts passés, aucun amortissement supplémentaire n'est enregistré en 2015.

Les charges extraordinaires comprennent en revanche la part complémentaire nécessaire à un amortissement intégral des investissements financés par des prélèvements sur les fonds de préfinancement (2,2 mios) ou par un prélèvement sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle et sur le fonds de financement de la 3^e correction du Rhône (29,1 mios).

Amortissements des découverts

Les résultats du compte 2015 permettent un amortissement des découverts 2013 et 2014 à la hauteur de l'excédent de revenus dégagé, soit 95,7 mios. L'état d'avancement de l'amortissement des découverts est présenté en annexe 13.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag weist einen Aufwandüberschuss von 44,8 Mio. Franken auf.

Der ausserordentliche Aufwand und Ertrag umfasst die Abschreibungen, die Einlagen und Entnahmen bei den Spezialfinanzierungen sowie die anderen ausserordentlichen Erträge, wie nachstehend dargelegt.

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens

Das Gesetz über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle (FHG) hält in Artikel 14 fest, dass zusätzliche Abschreibungen vorzunehmen sind, soweit es die Finanz- und Wirtschaftslage erlauben. Da die Priorität auf die Abschreibung der früheren Fehlbeträge gesetzt wird, wurden für 2015 keine zusätzliche Abschreibungen vorgenommen.

Der ausserordentliche Aufwand enthält hingegen den zusätzlichen Anteil für eine vollständige Abschreibung der Investitionen, die durch Entnahmen aus den Vorfinanzierungsfonds (2,2 Mio.) oder durch eine Entnahme aus dem Fonds zur Finanzierung der Infrastruktur-grossprojekte des 21. Jahrhunderts und dem Fonds zur Finanzierung der 3. Rhonekorrektur (29,1 Mio.) finanziert wurden.

Abschreibungen der Fehlbeträge

Die Ergebnisse der Rechnung 2015 ermöglicht die Abschreibung der Fehlbeträge 2013 und 2014 in Höhe des Ertragsüberschusses von 95,7 Mio. Franken. Der Stand der Abschreibung der Fehlbeträge wird in Anhang 13 aufgezeigt.

Attributions aux financements spéciaux

Un montant de 44,9 mios a été attribué au fonds de compensation des fluctuations de recettes, en lien avec l'augmentation des recettes fiscales et fédérales. L'alimentation prévue au budget (36,3 mios), correspondant à la recette aperiodique liée à la vente de l'aménagement hydroélectrique Susten-Chippis-Rhône, n'a en revanche pas été comptabilisée.

De son côté, le transfert de 50,0 mios du fonds des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle au fonds cantonal pour le tourisme a fait l'objet d'un enregistrement d'écritures au bilan, n'impactant de ce fait pas le compte de fonctionnement.

Patentes, concessions

Après des résultats largement déficitaires en 2013, la BNS a renoué avec les chiffres noirs en 2014, ce qui a permis une distribution ordinaire de 1 mrd à la Confédération (1/3) et aux cantons (2/3) en 2015, à laquelle s'est ajouté un octroi supplémentaire de 1 mrd. Cette distribution complémentaire a été rendue possible par une réserve pour distributions futures s'élevant à plus de 10 mrd. Le Valais a donc touché 53,5 mios en 2015, alors que selon le principe de prudence, aucune recette n'avait été budgétée. Conformément à la décision du Grand Conseil du 16 décembre 2014, cette recette est intégralement employée à compenser les découverts financiers et comptables des années 2013 et 2014.

Revenus des biens

Comme budgétée, la vente de l'aménagement hydroélectrique Susten-Chippis-Rhône génère une recette ponctuelle de 36,3 mios.

Prélèvements sur les financements spéciaux

Les prélèvements sur les financements spéciaux de 37,2 mios concernent majoritairement le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle (31,9 mios), notamment utilisé pour financer les investissements du projet de Campus Energypolis.

Les autres prélèvements sont liés aux investissements pour la 3^e correction du Rhône, pour lesquels un montant de 1,5 mio a été financé par le fonds y relatif, et au changement de pratique dans le domaine des crédits agricoles. Pour celui-ci, la récupération du financement cantonal des années précédentes engendre une recette ponctuelle de 3,8 mios.

Préfinancement des dépenses

Les fonds de préfinancement des investissements sont réglementés par l'article 22 al. 3 de la LGCAF: «Si les moyens prévus dans le budget d'investissement pour une acquisition ou la réalisation d'un projet défini dans les mandats de prestations ne sont pas totalement utilisés à la fin d'un exercice comptable, ceux-ci peuvent être affectés à un compte de financement spécial dans le but d'un préfinancement des dépenses. Le prélèvement sur le compte de financement spécial intervient

Einlagen in Spezialfinanzierungen

Dem Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen wurde im Zusammenhang mit der Zunahme der Steuererträge und der Bundesbeiträge ein Betrag in Höhe von 44,9 Mio. Franken zugewiesen. Die im Budget vorgesehene Speisung (36,3 Mio.), die dem aperiodischen Ertrag im Zusammenhang mit dem Verkauf der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhone entspricht, wurde hingegen nicht verbucht.

Die Übertragung von 50,0 Mio. Franken aus dem Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts an den kantonalen Tourismusfonds wurde direkt über die Bilanz verbucht - ohne Auswirkung auf die Laufende Rechnung.

Patente und Konzessionen

Nach weitgehend defizitären Ergebnissen im Jahr 2013 hat die SNB 2014 wieder schwarze Zahlen geschrieben, was 2015 eine ordentliche Ausschüttung von 1 Mrd. Franken an den Bund (1/3) und an die Kantone (2/3) ermöglichte, zu der eine zusätzliche Zahlung von 1 Mrd. hinzukam. Diese zusätzliche Ausschüttung wurde durch eine Reserve für künftige Ausschüttungen, die sich auf über 10 Mrd. belief, ermöglicht. Das Wallis hat 2015 also 53,5 Mio. erhalten - gemäss Vorsichtsprinzip war keine Einnahme budgetiert worden. Gemäss Beschluss des Grossen Rates vom 16. Dezember 2014 wird diese Einnahme vollumfänglich zur Deckung der finanziellen und buchmässigen Fehlbeiträge der Jahre 2013 und 2014 verwendet.

Vermögenserträge

Wie budgetiert, generiert der Verkauf der Wasserkraftanlage Susten-Chippis-Rhone eine einmalige Einnahme von 36,3 Mio. Franken.

Entnahmen aus Spezialfinanzierungen

Die Entnahmen aus Spezialfinanzierungen von 37,2 Mio. Franken betreffen grösstenteils den Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts (31,9 Mio.), die namentlich für die Investitionsfinanzierung des Energypolis-Campus verwendet wurde.

Die anderen Entnahmen stehen in Verbindung mit den Investitionen für die 3. Rhonekorrektur, für die 1,5 Mio. Franken durch den entsprechenden Fonds finanziert wurden, sowie mit der Praxisänderung bei den Agrarkrediten. Hierbei führt die Finanzierungsentnahme des Kantonsanteils der Vorjahre zu einer einmaligen Einnahme von 3,8 Mio.

Aufwandsvorfinanzierung

Der Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen ist in Artikel 22 Absatz 3 FHG vorgesehen: «Wurden die im Investitionsbudget vorgesehenen Geldmittel zur Beschaffung oder zur Realisierung der in den Leistungsaufträgen festgelegten Vorhaben auf Ende des Rechnungsjahres nicht voll ausgeschöpft, können sie im Sinne einer Vorfinanzierung einem Spezialfinanzierungskonto zugewiesen werden. Die Entnahme aus dem Spezialfinanzierungskonto erfolgt mit der tatsächlichen

lorsque l'acquisition ou le projet est mis en œuvre ou supprimé des mandats de prestations. Les comptes de financement spéciaux sont dans tous les cas limités à la période de compensation de trois ans par projet».

Le compte 2015 enregistre des prélèvements pour 4,7 mios, dont 2,8 mios pour des projets budgétisés les années précédentes et réalisés et 1,9 mio pour des projets échus ou abandonnés. À l'inverse, des attributions de 4,3 mios ont été effectuées. Le détail est présenté en annexe 9.

L'ensemble des fonds de préfinancement des investissements se montent à 4,3 mios à fin 2015.

En application de l'article 22 al. 4 de la LGCAF, une attribution de 0,2 mio et un prélèvement de 15 mfrs ont également été enregistrés pour la réalisation de prestations entrant dans le cadre d'une convention-programme conclue avec la Confédération.

Beschaffung oder Verwirklichung der Leistung oder durch deren Verzicht im Leistungsauftrag. Die Spezialfinanzierungskonti sind in jedem Fall auf eine Ausgleichsperiode von drei Jahren pro Projekt beschränkt».

Die Rechnung 2015 verzeichnet Entnahmen von 4,7 Mio. Franken, wovon 2,8 Mio. auf budgetierte und realisierte Projekte der Vorjahre und 1,9 Mio. auf verfallene oder aufgegebene Projekte entfallen. Andererseits wurden Einlagen von 4,3 Mio. getätigt. Detaillierte Angaben sind dem Anhang 9 zu entnehmen.

Ende 2015 betragen die Fonds zur Vorfinanzierung von Investitionen insgesamt 4,3 Mio. Franken.

In Anwendung von Artikel 22 Absatz 4 FHG wurden eine Einlage von 0,2 Mio. Franken und eine Entnahme von 15 Tsd. für die Realisierung von Leistungen im Rahmen von Programmvereinbarungen mit dem Bund verzeichnet.

Compte des investissements

Investitionsrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Investissements nets par catégorie	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen pro Kategorie
Investissements de l'Etat	91.1	111.1	98.9	-12.3	Investitionen des Staates
Participations aux investissements de tiers	76.1	76.6	71.6	-5.1	Beteiligungen an Investitionen Dritter
Prêts et participations permanentes	7.8	8.2	10.8	2.6	Darlehen und Beteiligungen
Dépenses	518.0	618.5	506.6	-111.9	Ausgaben
50 Investissements propres	335.5	431.9	333.7	-98.3	50 Eigene Investitionen
52 Prêts et participations permanentes	48.8	48.0	46.5	-1.5	52 Darlehen und Beteiligungen
56 Subventions accordées	110.0	114.8	109.8	-4.9	56 Eigene Beiträge
57 Subventions redistribuées	23.6	23.8	16.6	-7.2	57 Durchlaufende Beiträge
Recettes	343.0	422.6	325.3	-97.3	Einnahmen
60 Transferts au patrimoine financier	0.7	3.4	8.4	5.0	60 Übertrag ins Finanzvermögen
62 Remb. de prêts et participations	41.0	39.8	36.5	-3.3	62 Rückzahl. Darlehen u. Beteiligungen
63 Facturation à des tiers	1.5	3.1	2.3	-0.8	63 Rückerstattungen für Sachgüter
64 Remb. de subventions accordées	0.3	0.2	0.3	0.2	64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
66 Subventions acquises	275.9	352.3	261.1	-91.2	66 Beiträge für eigene Rechnung
67 Subventions à redistribuer	23.6	23.8	16.6	-7.2	67 Durchlaufende Beiträge
Investissements nets	175.0	195.9	181.3	-14.7	Netto-Investitionen

Les investissements nets atteignent 181,3 mios, soit 14,7 mios ou 7,5% de moins que le budget.

Durant l'exercice, des crédits supplémentaires ont été accordés pour 5,4 mios, qui ont porté le budget initial de 190,6 mios à 195,9 mios. Ces crédits supplémentaires ont été destinés à remettre en état les voies publiques cantonales suite aux intempéries du début mai et du début août 2015 (2,4 mios) et à prendre des mesures supplémentaires en faveur de prêts pour la nouvelle politique régionale NPR (3,0 mios).

Die Netto-Investitionen belaufen sich auf 181,3 Mio. Franken und sind um 14,7 Mio. oder 7,5% tiefer ausgefallen als budgetiert.

Während des Geschäftsjahres wurden Nachtragskredite in Höhe von 5,4 Mio. Franken gewährt, die das anfängliche Budget von 190,6 Mio. auf 195,9 Mio. ansteigen liessen. Diese Nachtragskredite waren dazu bestimmt, die kantonalen Verkehrswege infolge der Unwetter vom Mai und von Anfang August 2015 wieder instand zu setzen (2,4 Mio.) und um zusätzliche Darlehen für die Neue Regionalpolitik NRP gewähren zu können (3,0 Mio.).

Une partie des investissements est financée par des fonds de financement spéciaux. En 2015, c'est un montant net de 42,2 mios qui a été prélevé sur ces fonds, dont 31,9 mios sur le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle pour financer les investissements liés au projet Campus Energypolis.

Au niveau brut, les dépenses d'investissement se montent à 506,6 mios, soit 111,9 mios, ou 18,1%, en dessous des prévisions budgétaires. Le manco provient du report de certains projets de construction des routes nationales.

Par rapport à l'année précédente, les investissements nets sont supérieurs de 6,3 mios (+3,6%). Toutefois les dépenses brutes de 506,6 mios sont inférieures de 11,4 mios (-2,2%). Cette évolution contrastée résulte de recettes proportionnellement moins élevées que l'année précédente. Au compte 2014, les recettes finançaient 66% des investissements, alors qu'en 2015, leur proportion diminue de 2 points de pourcentage. La part des routes nationales (41% des investissements en 2014 et 39% en 2015), financées à 96% par la Confédération, explique cette différence.

Les tableaux en annexe présentent l'ensemble des investissements par domaine, au brut et au net (voir annexes 10, 11 et 12). Les principaux projets d'investissement par catégorie sont commentés ci-après.

Investissements de l'Etat

En 2015, l'Etat a investi 98,9 mios net pour ses infrastructures, soit 12,3 mios ou 11,0% de moins que les prévisions budgétaires (voir annexe 10).

Le volume brut d'investissements est de 333,7 mios. Il est inférieur de 98,3 mios ou 22,7% au montant budgétisé, mais reste proche de ceux de 2014 et 2013, de respectivement 335,5 mios et 335,9 mios. Il représente aussi 10,2 mios de plus que la moyenne des cinq années précédentes.

Le manco par rapport aux prévisions budgétaires concerne principalement les routes nationales (-51,2 mios ou -20,5%), du fait de reports de 12 à 15 mois de certains projets comme le projet général de Finges, l'avancement du tunnel du Riedberg ou la tranchée couverte de Rarogne.

Le volume brut de 333,7 mios comprend 77% de routes (255,9 mios), 4% de travaux de correction du Rhône (12,4 mios), 14% d'immeubles (45,5 mios) et 6% de mobilier et autres investissements en équipement (20,0 mios).

Les investissements pour les routes comprennent la construction des routes nationales (198,8 mios) et celle des routes cantonales (57,0 mios). Cette dernière est inférieure de 19,5 mios aux prévisions budgétaires. Le reliquat provient principalement d'investissements moins importants sur les routes principales suisses (RPS), en particulier pour les travaux du tunnel de contournement des Evouettes.

Ein Teil der Investitionen wurde durch die Spezialfinanzierungsfonds finanziert. 2015 wurden aus diesen Fonds netto 42,2 Mio. Franken entnommen, wovon 31,9 Mio. auf den Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturprojekte des 21. Jahrhunderts entfallen, um die Investitionen im Zusammenhang mit dem Energypolis-Campus zu finanzieren.

Die Brutto-Investitionen belaufen sich auf 506,6 Mio. Franken, was 111,9 Mio. oder 18,1% tiefer ist als budgetiert. Die Differenz entstammt aus der Verschiebung einiger Nationalstrassen-Bauprojekte.

Die Netto-Investitionen fielen um 6,3 Mio. Franken höher aus als im Vorjahr (+3,6%). Die Bruttoausgaben von 506,6 Mio. fielen jedoch um 11,4 Mio. tiefer aus (-2,2%). Diese unterschiedliche Entwicklung ist auf proportional tiefere Einnahmen als im Vorjahr zurückzuführen. In der Rechnung 2014 wurden 66% der Investitionen durch die Einnahmen finanziert, während ihr Anteil im Jahr 2015 um 2 Prozentpunkte abnahm. Der Anteil der Nationalstrassen (41% der Investitionen im Jahr 2014 und 39% im Jahr 2015), die zu 96% vom Bund finanziert werden, erklärt diese Entwicklung.

Aus den Tabellen im Anhang gehen die gesamten Brutto- und Netto-Investitionen pro Bereich (siehe Anhang 10, 11 und 12) hervor. Die Hauptinvestitionsprojekte werden nachfolgend pro Kategorie kommentiert.

Investitionen des Staates

2015 investierte der Staat 98,9 Mio. Franken netto in seine Infrastrukturen, das heisst, 12,3 Mio. oder 11,0% weniger als budgetiert (siehe Anhang 10).

Das Brutto-Investitionsvolumen beträgt 333,7 Mio. Franken. Es ist um 98,3 Mio. oder 22,7% tiefer als budgetiert, entspricht aber den Volumen von 2014 und 2013 von 335,5 Mio. bzw. 335,9 Mio. Es liegt auch 10,2 Mio. über dem Durchschnitt der vergangenen fünf Jahre.

Die Differenz im Vergleich zum Budget betrifft hauptsächlich die Nationalstrassen (-51,2 Mio. oder -20,5%), da gewisse Projekte um 12 bis 15 Monate verschoben wurden (z.B. generelles Projekt Pfyn, Fortschritt des Riedberg-Tunnels, gedeckter Einschnitt bei Raron).

Das Brutto-Volumen von 333,7 Mio. Franken setzt sich wie folgt zusammen: 77% Strassen (255,9 Mio.), 4% Rhonekorrektur (12,4 Mio.), 14% Liegenschaften (45,5 Mio.) und 6% Mobiliar und andere Investitionen in Maschinen (20,0 Mio.).

Die Investitionen für die Strassen beinhalten den Bau der Nationalstrassen (198,8 Mio.) und Kantonsstrassen (57,0 Mio.). Letztere sind 19,5 Mio. Franken tiefer als budgetiert. Der Restbetrag stammt hauptsächlich aus geringeren Investitionen in die Schweizerischen Hauptstrassen (SHS), insbesondere für die Arbeiten am Umfahrungstunnel von Les Evouettes.

En ce qui concerne les travaux de correction du Rhône, les investissements bruts de 12,4 mios sont inférieurs de 21,6 mios aux prévisions. Le rythme des travaux prévu au budget n'a pu être suivi qu'une fois le résultat du référendum sur la création du fonds de financement de la 3^e correction du Rhône connu (juin 2015). Un montant de 1,5 mio a été financé grâce à ce nouveau fonds.

Les investissements bruts pour les immeubles de 45,5 mios comprennent 35,2 mios d'immeubles d'enseignement, dont les travaux en lien avec le Campus Energypolis (28,4 mios). Le reste des investissements concerne des immeubles de service. Le projet majeur dans ce domaine est la transformation des bâtiments des anciens arsenaux de Sion pour la Médiathèque (7,2 mios).

Les investissements en mobilier et autres équipements ont trait pour 2,9 mios au projet de modernisation de l'informatique du Service cantonal des contributions et pour 2,7 mios au projet d'informatisation des registres fonciers «RF 2020».

Participations aux investissements de tiers

Les participations aux investissements de tiers se montent au net à 71,6 mios, soit 5,1 mios ou 6,6% en dessous des prévisions budgétaires (voir annexe 11).

L'écart budgétaire provient principalement des subventions aux entreprises de transport (-4,3 mios) avec la non réalisation du projet de la gare de Brigue planifié par les CFF et le recours de procédure contre le renouvellement du téléphérique de Stalden-Staldenried.

En brut, l'Etat du Valais a versé au total 126,4 mios de participations à des tiers pour leurs investissements.

A l'instar des années précédentes, les subventions pour l'aménagement et environnement de 26,8 mios net, qui comprennent notamment les forêts et les cours d'eau, représentent le domaine le plus important avec plus du tiers des participations nettes (37,4%, 35,8% en 2014). Ces subventions correspondent au budget et représentent 57,7 mios de participations brutes.

Vient ensuite le domaine de l'économie publique avec 14,1 mios net (19,8%), qui a trait à l'énergie, à la promotion économique et à l'agriculture. Un montant brut de 26,9 mios a été versé dans ce domaine pour une charge cantonale de 14,1 mios.

Le domaine de l'enseignement et formation est également important avec 11,9 mios net et 12,4 mios de participations brutes. Ces dernières se montent à 7,7 mios pour les investissements communaux en bâtiments scolaires et à 4,3 mios pour les équipements et fonds de démarrage de l'EPFL. L'écart par rapport aux prévisions budgétaires de -1,8 mio concerne principalement les équipements de l'EPFL.

Bei der Rhonekorrektur wurden Brutto-Investitionen von 12,4 Mio. Franken getätigt, was 21,6 Mio. weniger sind als budgetiert. Der im Budget vorgesehene Arbeitsrhythmus konnte erst erreicht werden, nachdem das Resultat des Referendums zur Schaffung des Fonds zur Finanzierung der 3. Rhonekorrektur vorlag (Juni 2015). 1,5 Mio. konnten durch diesen neuen Fonds finanziert werden.

Die Brutto-Investitionen für Liegenschaften von 45,5 Mio. Franken beinhalten 35,2 Mio. für Unterrichtsgebäude, darunter die Bauarbeiten für den Energypolis-Campus (28,4 Mio.). Der Rest der Investitionen betrifft die Dienstgebäude. Das grösste Projekt in diesem Bereich ist der Umbau der ehemaligen Zeughäuser von Sitten für die Mediathek (7,2 Mio.).

Die Investitionen für Mobilien und Maschinen beziehen sich zu 2,9 Mio. Franken auf das Modernisierungsprojekt der Informatik der Kantonalen Steuerverwaltung und zu 2,7 Mio. auf das Informatisierungsprojekt der Grundbuchämter «GB 2020».

Beteiligungen an Investitionen Dritter

Die Beteiligungen an Investitionen Dritter belaufen sich auf 71,6 Mio. Franken netto und sind um 5,1 Mio. oder 6,6% tiefer ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 11).

Die Budgetabweichung ist vor allem auf die Subventionen an die Transportunternehmen (-4,3 Mio.) zurückzuführen, da das von den SBB geplante Projekt für den Bahnhof Brig nicht realisiert wurde und ein Beschwerdeverfahren gegen die Erneuerung der Seilbahn Stalden-Staldenried hängig ist.

Der Staat Wallis hat brutto insgesamt 126,4 Mio. Franken für die Beteiligungen an Investitionen Dritter ausbezahlt.

Wie in den Vorjahren entfällt der grösste Anteil dieser Subventionskategorie auf den Bereich Raumplanung und Umwelt (netto 26,8 Mio.), die den Wald und den Flussbau beinhaltet. Dies entspricht 37,4%, des Nettobetrages (35,8% im Jahr 2014). Diese Subventionen entsprechen dem Budget und belaufen sich auf brutto 57,7 Mio. Franken.

Diesem folgt der Bereich Volkswirtschaft mit 14,1 Mio. Franken netto (19,8%), der sich auf die Energie, die Wirtschaftsförderung und die Landwirtschaft bezieht. In diesem Bereich wurden brutto 26,9 Mio. ausbezahlt. Der Nettoaufwand des Kantons beträgt 14,1 Mio.

Der Bildungsbereich schlägt mit 11,9 Mio. Franken netto und 12,4 Mio. Bruttobeteiligungen zu Buche. Letztere belaufen sich auf 7,7 Mio. für die Investitionen der kommunalen Schulgebäude und auf 4,3 Mio. für die wissenschaftlichen Ausstattungen und das Startkapital für das EPFL-Zentrum. Die Budgetabweichung von -1,8 Mio. betreffen vor allem die Ausstattungen der EPFL.

L'Etat verse également des participations aux investissements pour la prévoyance sociale (9,7 mios net, -0,3 mio), la santé (7,0 mios net, -0,6 mio) et les bâtiments et biens culturels (1,7 mio net, +0,1 mio).

Prêts et participations permanentes

Les prêts et participations permanentes représentent, au net, des dépenses de 10,8 mios, soit 2,6 mios de plus que le budget (voir annexe 12).

L'Etat a octroyé 46,5 mios de prêts en 2015, soit 1,5 mio de moins que les prévisions budgétaires. Cet écart provient principalement des prêts aux transports publics. Le préfinancement des études et travaux préliminaires pour le développement de la ligne ferroviaire du Simplon (ZEB) n'a pas eu lieu en 2015, les travaux étant décalés sur les années à venir.

Des remboursements pour 35,6 mios ont été encaissés durant l'année 2015 soit 4,2 mios de moins qu'attendu.

Der Staat bezahlte auch Investitionsbeteiligungen für die Bereiche soziale Wohlfahrt (9,7 Mio. netto, -0,3 Mio.), Gesundheit (7,0 Mio. netto, -0,6 Mio.) und kulturelle Gebäude und Güter (1,7 Mio. netto, +0,1 Mio.) aus.

Darlehen und Beteiligungen

Die Darlehen und Beteiligungen belaufen sich netto auf 10,8 Mio. Franken und sind um 2,6 Mio. höher ausgefallen als budgetiert (siehe Anhang 12).

2015 hat der Staat Darlehen in Höhe von 46,5 Mio. Franken gewährt, was 1,5 Mio. weniger ist als budgetiert. Diese Abweichung ist vor allem auf die Darlehen an den öffentlichen Verkehr zurückzuführen. Die Vorfinanzierung der Vorstudien und Vorarbeiten im Zusammenhang mit der Entwicklung der Simplon-Bahnlinie (ZEB) ist 2015 nicht erfolgt, da die Arbeiten auf die kommenden Jahre verschoben wurden.

2015 erfolgten Rückzahlungen in Höhe von 35,6 Mio. Franken, das heisst, 4,2 Mio. weniger als budgetiert.

Bilan Actifs

Bilanz Aktiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2014	31.12.2015	VARIATION VERÄNDERUNG 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Patrimoine financier	1'677.6	1'919.0	241.4	Finanzvermögen
Disponibilités	78.0	195.4	117.4	Flüssige Mittel
Caisses	0.3	0.2	-0.1	Kassen
Comptes postaux	35.2	36.9	1.7	Postkonten
Banques	42.5	158.2	115.7	Banken
Avoirs	1'010.3	1'065.8	55.6	Guthaben
Comptes internes	3.9	5.7	1.9	Interne Konten
Comptes courants	278.0	324.7	46.6	Kontokorrente
Débiteurs : collectivités publiques	53.8	55.8	2.1	Debitoren : öffentliche Gemeinwesen
Autres débiteurs	607.3	607.6	0.2	Übrige Debitoren
Autres créances	67.3	72.1	4.8	Übrige Forderungen
Placements	27.8	117.0	89.2	Anlagen
Actions et autres papiers-valeurs	0.4	0.4	0.0	Aktien und übrige Wertpapiere
Prêts	10.0	98.0	88.0	Darlehen
Immeubles	8.4	9.4	1.0	Liegenschaften
Cheptel des établissements	0.3	0.3	0.0	Viehhebe der Anstalten
Marchandises et approvisionnements	8.8	9.0	0.2	Vorräte
Actifs transitoires	561.5	540.8	-20.7	Transitorische Aktiven
Patrimoine administratif	1'225.3	1'176.4	-48.9	Verwaltungsvermögen
Investissements propres	581.0	557.4	-23.5	Eigene Investitionen
Terrains non bâtis	8.0	8.3	0.3	Grundstücke
Ouvrages de génie civil	116.5	98.8	-17.7	Tiefbauten
Terrains bâtis	379.0	376.7	-2.3	Hochbauten
Mobilier, machines, véhicules	40.5	38.2	-2.3	Mobilien, Maschinen, Fahrzeuge
Autres investissements	36.9	35.5	-1.4	Übrige Investitionen
Prêts et participations	475.1	432.1	-43.0	Darlehen und Beteiligungen
Prêts	557.0	566.9	9.9	Darlehen
Corrections d'actifs sur prêts	-192.1	-245.1	-53.0	Wertberichtigungen Darlehen
Participations permanentes	110.3	110.3	-0.0	Beteiligungen
Subventions d'investissements	169.2	186.9	17.7	Investitionsbeiträge
Avances aux financements spéciaux	7.2	7.5	0.2	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Total des actifs	2'910.1	3'102.9	192.8	Total der Aktiven

Le total du bilan de l'Etat s'élève à 3,10 mrds au 31.12.2015, soit 192,8 mios de plus que lors de la dernière clôture des comptes.

Par rapport à l'année précédente, l'augmentation constatée à l'actif provient du patrimoine financier, lequel progresse de 241,4 mios pour s'établir à 1,92 mrd. La croissance des disponibilités bancaires (+115,7 mios), des comptes courants (+46,6 mios) et des prêts (+88,0 mios) explique en grande partie cette évolution.

De son côté, le patrimoine administratif s'élève à 1,18 mrd, en repli de 48,9 mios, suite notamment à l'augmentation des corrections d'actifs relatifs aux prêts (+53,0 mios).

Enfin, les comptes d'avances aux financements spéciaux s'élèvent à 7,5 mios, en augmentation de 0,2 mio.

Die Bilanzsumme des Staates beläuft sich per 31.12.2015 auf 3,10 Mrd. Franken und hat gegenüber der letzten Rechnung um 192,8 Mio. zugenommen.

Im Vergleich zum Vorjahr ist die bei den Aktiven festgestellte Zunahme auf das Finanzvermögen zurückzuführen. Dies ist eine Zunahme von 241,4 Mio. Franken und erreicht damit 1,92 Mrd. Diese Entwicklung lässt sich zum grossen Teil durch die Zunahme der flüssigen Mittel (+115,7 Mio.), der Kontokorrente (+46,6 Mio.) und der Darlehen (+88,0 Mio.) erklären.

Das Verwaltungsvermögen seinerseits beläuft sich auf 1,18 Mrd. Franken und nimmt damit um 48,9 Mio. ab, was insbesondere auf die Erhöhung der Wertberichtigungen in Bezug auf die Darlehen zurückzuführen ist (+53,0 Mio.).

Die Vorschüsse für die Spezialfinanzierungen schliesslich belaufen sich auf 7,5 Mio. Franken, was einer Zunahme um 0,2 Mio. entspricht.

Passifs

Passiven

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2014	31.12.2015	VARIATION VERÄNDERUNG 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements	2'360.9	2'448.1	87.2	Verpflichtungen
Engagements courants	777.0	846.2	69.1	Laufende Verpflichtungen
Créanciers	280.0	297.8	17.8	Gläubiger
Dépôts	8.0	7.8	-0.2	Depotgelder
Comptes courants	2.1	3.6	1.5	Kontokorrente
Autres engagements	486.9	536.9	50.0	Übrige Verpflichtungen
Dettes à court terme	246.9	382.2	135.3	Kurzfristige Schulden
Banques, assurances, caisses de prévoyance et divers	45.0	380.0	335.0	Banken, Versicherungen, Vorsorgekassen und Übrige
Confédération	200.0	-	-200.0	Bund
Autres dettes à court terme	1.9	2.2	0.3	Übrige kurzfristige Schulden
Dettes à moyen et long terme	951.0	859.0	-92.0	Mittel- und langfristige Schulden
Emprunt auprès des caisses de prévoyance	833.5	819.3	-14.1	Anleihen bei Vorsorgekassen
Emprunts auprès de comp. d'assurances	30.0	-	-30.0	Anleihen bei Versicherungs-Gesellschaften
Autres emprunts	87.5	39.6	-47.9	Übrige Anleihen
Eng. envers des entités particulières	17.2	14.9	-2.3	Verpflichtungen für Sonderrechnungen
Fonds et fondations	10.7	8.2	-2.5	Fonds und Stiftungen
Fonds d'auto-assurance	6.5	6.7	0.2	Eigenversicherung für Sachschäden
Provisions	66.5	82.5	16.0	Rückstellungen
Passifs transitoires	302.3	263.5	-38.8	Transitorische Passiven
Engagements envers les fin. spéciaux	612.0	621.6	9.6	Verpflichtungen für Spezialfinanzierungen
Fortune	-62.9	33.1	96.0	Eigenkapital
Total des passifs	2'910.1	3'102.9	192.8	Total der Passiven

Au passif, les engagements du canton augmentent de 87,2 mios, soit de 2,36 à 2,45 mrds.

L'augmentation de 50,0 mios des autres engagements provient en grande partie de l'augmentation du finan-

Bei den Passiven nehmen die Verpflichtungen des Kantons um 87,2 Mio. Franken zu, das heisst von 2,36 Mrd. auf 2,45 Mrd.

Der Anstieg von 50,0 Mio. Franken bei den anderen Verpflichtungen stammt zum Grossteil aus der Zunahme

cement fédéral (+31,5 mios) pour les routes principales suisses.

Le financement des besoins de trésorerie en fin d'année s'est traduit par une augmentation de dettes à court terme de 135,3 mios. Celui-ci a été effectué auprès des banques et non plus comme auparavant auprès de la Confédération, ce qui explique les variations réalisées au niveau des différentes sous-positions.

La diminution des dettes à moyen et long terme se monte à 92,0 mios. Elle se compose du remboursement de 14,1 mios de CPVAL, du remboursement d'emprunts échus auprès de compagnies d'assurance pour 30,0 mios, ainsi que des contributions de 46,7 mios de la Confédération dans le cadre des crédits agricoles enregistrés dorénavant comme des engagements conditionnels, figurant dans l'annexe du bilan et non plus au passif de ce dernier.

L'examen des risques de perte sur créances a nécessité une augmentation des provisions de 16,0 mios.

Les fonds spéciaux de financement selon l'art 9 LGCAF, soit les moyens affectés par la législation spécifique à la réalisation d'objectifs déterminés, augmentent de 606,0 mios à 615,7 mios (+9,7 mios) :

- le fonds de financement des grands projets d'infrastructures du XXI^e siècle a passé de 338,1 mios au 31.12.2014 à 196,1 mios au 31.12.2015. Cette diminution s'explique par la constitution du fonds cantonal du tourisme de 50,0 mios et du fonds de financement de la 3^e correction du Rhône de 60,0 mios. De plus, durant l'exercice 2015, 31,9 mios ont été prélevés pour le développement du projet du Campus universitaire de l'EPFL ;
- à cela s'ajoute la création du fonds de compensation des fluctuations de recettes qui se monte à 44,9 mios au 31.12.2015.

L'endettement brut du canton augmente de 2'973,0 mios à 3'069,8 mios au 31.12.2015, soit une augmentation de 96,8 mios. Après déduction de la valeur du patrimoine financier et des avances aux financements spéciaux, l'endettement net au 31.12.2015 de 1'143,3 mios diminue de 144,8 mios.

Totalisant 33,1 mios au 31.12.2015, la fortune de l'Etat devient à nouveau positive.

der Bundesfinanzierung (+31,5 Mio.) für die Schweizerischen Hauptstrassen.

Die Finanzierung des Liquiditätsbedarfs Ende Jahr führte zu einer Zunahme der kurzfristigen Schulden von 135,3 Mio. Franken. Diese Finanzierung wurde über die Banken und nicht mehr wie früher über den Bund bewerkstelligt, was die Schwankungen bei den einzelnen Positionen erklärt.

Die Abnahme der mittel- und langfristigen Schulden beträgt 92,0 Mio. Franken. Sie setzt sich aus der Rückzahlung von 14,1 Mio. der PKWAL-Darlehen, der Rückzahlung fälliger Anleihen bei Versicherungsgesellschaften von 30,0 Mio. sowie Bundesbeiträgen von 46,7 Mio. im Rahmen der Agrarkredite zusammen. Diese werden fortan als Eventualverpflichtungen im Anhang zur Bilanz aufgeführt und nicht mehr in den Passiven.

Die Überprüfung der Risiken von allfälligen Debitorenverlusten erforderte eine Erhöhung der Rückstellungen um 16,0 Mio. Franken.

Die Spezialfinanzierungsfonds gemäss Artikel 9 FHG, das heisst, Mittel, die durch die Spezialgesetzgebung der Umsetzung bestimmter Ziele zugewiesen wurden, nehmen von 606,0 Mio. Franken auf 615,7 Mio. zu (+9,7 Mio.) :

- der Fonds zur Finanzierung der Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts hat von 338,1 Mio. Franken am 31.12.2014 auf 196,1 Mio. am 31.12.2015 abgenommen. Diese Abnahme erklärt sich durch die Bildung des kantonalen Tourismusfonds von 50,0 Mio. und des Fonds zur Finanzierung der 3. Rhonekorrektur von 60,0 Mio. Zudem wurden im Geschäftsjahr 2015 für den Aufbau des universitären EPFL-Campus 31,9 Mio. entnommen ;
- hinzu kommt die Schaffung des Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen, der sich per 31.12.2015 auf 44,9 Mio. beläuft.

Die Bruttoverschuldung des Kantons steigt von 2'973,0 Mio. Franken auf 3'069,8 Mio. per 31.12.2015, was einer Zunahme um 96,8 Mio. entspricht. Nach Abzug des Finanzvermögens und der Vorschüsse für Spezialfinanzierungen beläuft sich die Nettoverschuldung des Kantons per 31.12.2015 auf 1'143,3 Mio., was einem Rückgang von 144,8 Mio. entspricht.

Mit insgesamt 33,1 Mio. Franken weist der Kanton per 31.12.2015 ein positives Eigenkapital aus.

Fonds propres selon MCH2

Eigenkapital nach HRM2

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2014	31.12.2015	VARIATION VERÄNDERUNG 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Excédent/découvert du bilan avant résultat annuel	21.0	-62.6	-83.6	Bilanzüberschuss/-fehlbetrag vor Jahresergebnis
Résultat annuel (bénéfice (+) / déficit (-))	-83.9	95.7	179.6	Jahresergebnis (Gewinn(+)/Verlust(-))
Total du capital propre selon MCH1	-62.9	33.1	96.0	Total Eigenkapital nach HRM1
Avances financements spéciaux	-7.2	-7.5	-0.2	Vorschüsse für Spezialfinanzierungen
Financements spéciaux sous capitaux propres	583.0	588.6	5.5	Spezialfinanzierungen im Eigenkapital
Total du capital propre selon MCH2	512.9	614.2	101.3	Total Eigenkapital nach HRM2
y.c. fonds/financements spéciaux				inkl. Fonds/Spezialfinanzierungen

Selon les recommandations du MCH 2 (Modèle comptable harmonisé pour les cantons et les communes), le capital propre de l'Etat du Valais au 31 décembre 2015 s'élève à 614,2 mios de francs.

Gemäss den Fachempfehlungen von HRM2 (Harmoisiertes Rechnungslegungsmodell für die Kantone und Gemeinden) beträgt das Eigenkapital des Staates Wallis per 31. Dezember 2015 insgesamt 614,2 Mio. Franken.

Annexe au bilan

Anhang zur Jahresrechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	31.12.2014	31.12.2015	VARIATION VERÄNDERUNG 2014-15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Engagements conditionnels	1'578.2	1'716.6	138.4	Eventualverpflichtungen
Engagements de libérer et d'effectuer des versements supplémentaires	0.0	0.0	-	Verpfl. zur Liberierung und Überweisung von Zusatzkrediten

Les engagements conditionnels s'élèvent à 1,72 mrd au 31.12.2015, en augmentation de 138,4 mios ou 8,8% par rapport à l'année 2014. Cette augmentation provient essentiellement de la prévoyance professionnelle CPVAL et du régime de pensions des magistrats (+79,8 mios), ainsi que des crédits agricoles (+46,7 mios).

Les engagements de la Banque Cantonale du Valais sont garantis par le canton et figurent pour mémoire dans l'annexe.

Die Eventualverpflichtungen per 31.12.2015 betragen 1,72 Mrd. Franken, was gegenüber dem Jahr 2014 einer Zunahme um 138,4 Mio. oder 8,8% entspricht. Diese Zunahme stammt vor allem von der beruflichen Vorsorge PKWAL und von der Ruhegehaltsordnung der Magistraten (+79,8 Mio.) sowie von den Agrarkrediten (+46,7 Mio.).

Die Verpflichtungen der Walliser Kantonalbank sind durch den Kanton garantiert und sind im Anhang pro memoria aufgeführt.

Projet de décision

Le Grand Conseil du canton du Valais

vu l'article 41 chiffre 1 de la Constitution cantonale ;
vu l'article 27 de la loi sur la gestion et le contrôle administratifs et financiers du canton du 24 juin 1980 ;
vu la décision concernant l'amortissement des découverts des comptes 2013 et 2014 du 16 décembre 2014 ;
sur la proposition du Conseil d'Etat,

décide :

Art. 1 Compte administratif

Le compte de l'Etat pour l'année 2015 est approuvé. Il comprend le compte de fonctionnement, le compte des investissements, le financement et les rapports de controlling des mandats de prestations politiques.

Art. 2 Compte de fonctionnement

Les revenus de fonctionnement de l'Etat se montent à 3'308'057'738.54 francs et les charges à 3'212'356'298.61 francs.

L'excédent de revenus de 95'701'439.93 francs est intégralement utilisé pour l'amortissement des découverts comptables.

Art. 3 Compte des investissements

Les dépenses d'investissement se montent à 506'584'534.09 francs et les recettes à 325'322'578.87 francs.

Les investissements nets s'élèvent à 181'261'955.22 francs.

Art. 4 Financement

Les investissements nets de 181'261'955.22 francs sont entièrement autofinancés par la marge d'autofinancement qui s'élève à 278'465'371.99 francs.

L'excédent de financement de 97'203'416.77 francs est intégralement utilisé pour l'amortissement des découverts financiers.

Art. 5 Fortune

La fortune s'élève à 33'102'860.79 francs au 31 décembre 2015.

Ainsi projeté en séance du Conseil d'Etat, à Sion, le 16 mars 2016.

Le président du Conseil d'Etat : **Jacques Melly**
Le Chancelier d'Etat : **Philipp Spörri**

Beschlussentwurf

Der Grosse Rat des Kantons Wallis

eingesehen Artikel 41 Ziffer 1 der Kantonsverfassung ;
eingesehen Artikel 27 des Gesetzes über die Geschäftsführung und den Finanzhaushalt des Kantons und deren Kontrolle vom 24. Juni 1980 ;
eingesehen den Beschluss über die Tilgung der Fehlbeträge der Rechnungen 2013 und 2014 vom 16. Dezember 2014 ;
auf Antrag des Staatsrates,

beschliesst :

Art. 1 Verwaltungsrechnung

Die Staatsrechnung für das Jahr 2015 wird genehmigt. Sie umfasst die Laufende Rechnung, die Investitionsrechnung, die Finanzierung und die Controllingberichte der politischen Leistungsaufträge.

Art. 2 Laufende Rechnung

Die Erträge der Laufenden Rechnung des Staates belaufen sich auf 3'308'057'738.54 Franken und die Aufwände auf 3'212'356'298.61 Franken.

Der Ertragsüberschuss von 95'701'439.93 Franken wird vollständig für die Abschreibung der buchhalterischen Fehlbeträge verwendet.

Art. 3 Investitionsrechnung

Die Investitionsausgaben belaufen sich auf 506'584'534.09 Franken und die Einnahmen auf 325'322'578.87 Franken.

Die Nettoinvestitionen betragen 181'261'955.22 Franken.

Art. 4 Finanzierung

Die Nettoinvestitionen von 181'261'955.22 Franken sind vollständig durch die Selbstfinanzierungsmarge gedeckt, die sich auf 278'465'371.99 Franken beläuft.

Der Finanzierungsüberschuss von 97'203'416.77 Franken wird vollständig für die Abschreibung der Finanzierungsfehlbeträge verwendet.

Art. 5 Eigenkapital

Das Eigenkapital beläuft sich per 31. Dezember 2015 auf 33'102'860.79 Franken.

So entworfen in der Sitzung des Staatsrates in Sitten, am 16. März 2016.

Der Präsident des Staatsrates : **Jacques Melly**
Der Staatskanzler : **Philipp Spörri**

Annexe 1

Anhang 1

Charges de personnel par catégorie

Personalaufwand nach Kategorien

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Autorités et tribunaux	36.0	35.9	35.9	-0.0	Behörden und Gerichte
Administration générale					Allgemeine Verwaltung
Présidence	6.8	7.0	6.9	-0.0	Präsidium
DFI	46.9	47.9	47.0	-0.9	DFI
DSSC	54.4	54.2	55.8	1.5	DGSK
DFS (sans la formation et la sécurité)	42.4	43.0	43.0	-0.0	DBS (ohne Bildung und Sicherheit)
DEET (sans l'école d'agriculture)	54.9	57.4	56.1	-1.3	DVER (ohne Landwirtschaftsschule)
DTEE	83.2	86.2	83.2	-2.9	DVBU
Sécurité	87.0	87.8	88.6	0.8	Sicherheit
Formation¹					Bildung¹
Enseignement	419.2	412.8	415.0	2.2	Unterrichtswesen
Hautes Ecoles	52.3	2.3	2.3	-0.0	Hochschulwesen
Formation professionnelle	85.1	87.2	85.7	-1.4	Berufsbildung
Ecole d'agriculture	4.8	5.0	4.8	-0.2	Landwirtschaftsschule
Divers	10.7	11.1	10.6	-0.5	Übrige
Total	983.8	937.7	934.8	-2.8	Total

¹ y compris personnel administratif et selon nouvelle organisation du DFS

¹ inkl. Verwaltungspersonal und Neuorganisation des DBS

Annexe 2

Anhang 2

Amortissements du patrimoine administratif et corrections d'actifs

Abschreibungen des Verwaltungsvermögens und Wertberichtigungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	¹ SOLDE AU SALDO PER 31.12.2015	² TAUX SATZ	³ AMORT. ORDINAIRES ORDENTLICHE ABSCHR.	⁴ AMORT. EXTRAORDIN. AUSSER-ORDENTLICHE ABSCHR.	AMORT. SUPPLÉMENT. ZUSÄTZLICHE ABSCHR.	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Terrains non bâtis	8.7	5.0%	0.4	-	-	Nicht bebaute Grundstücke
Terrains bâtis	423.7	5.0%	23.9	23.2	-	Bebaute Grundstücke
Mobilier et autres biens	89.8	20.0%	14.0	2.2	-	Mobilier und andere Güter
Routes nationales	8.0	100.0%	8.0	-	-	Nationalstrassen
Autres ouvrages de génie civil	149.7	20.0%	49.7	1.2	-	Übrige Tiefbauten
Parts aux investissements de tiers	240.9	20.0%	49.2	4.8	-	Beteiligungen an Invest. Dritter
Participations permanentes ⁵	0.0	100.0%	0.0	-	-	Beteiligungen ⁵
Prêts conditionnellement remboursables ⁶	31.2	20.0%	6.2	-	-	Bedingt rückzahlbare Darlehen ⁶
Total			151.4	31.3	-	Total

¹ Solde avant amortissements

² Taux appliqué sur la valeur résiduelle du patrimoine administratif

³ Y compris amortissements à 100% des investissements entièrement financés par des fonds

⁴ Amortissements financés par le fonds du XXI^e siècle, le fonds de la 3^e correction du Rhône et l'art. 22 LGCAF (en sus des taux ordinaires)

⁵ Acquises durant l'exercice uniquement

⁶ Soldes des prêts, corrections d'actifs déduites

¹ Saldo vor Abschreibungen

² Auf den Restbuchwert des Verwaltungsvermögens angewandter Satz

³ Inklusive Abschreibungen zu 100%, der durch Fonds vollständig finanzierten Investitionen

⁴ Abschreibungen, die durch den Fonds des 21. Jhds, den Fonds für die 3. Rhonekorrektur sowie den Art. 22 FHG finanziert sind (über dem ordentlichen Satz)

⁵ Nur während des Jahres erworbene Beteiligungen

⁶ Darlehenssaldo abzüglich Wertberichtigung

Subventions sans caractère d'investissement

Beiträge ohne Investitionscharakter

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Enseignement et formation	124.8	168.8	165.3	-3.6	Bildung
Scolarité obligatoire	7.1	7.0	6.8	-0.2	Obligatorische Schulen
Enseignement secondaire	2.8	4.4	3.5	-0.9	Mittelschulen
Enseignement spécialisé	34.6	35.1	33.8	-1.3	Sonderschulen
Hautes Ecoles	47.8	92.0	89.6	-2.3	Hochschulwesen
Formation professionnelle	13.0	12.1	13.2	1.2	Berufsbildung
Bourses d'études	19.5	18.3	18.3	-0.0	Stipendien
Culture et loisirs	14.5	14.3	15.3	1.0	Kultur und Freizeit
J&S et fonds du sport	4.1	4.3	5.1	0.8	J&S und Sportfonds
Culture	10.5	10.0	10.2	0.1	Kultur
Santé	601.0	569.6	568.1	-1.5	Gesundheit
Santé publique	417.1	406.3	407.0	0.7	Gesundheitswesen
Réduction primes assurance-maladie	182.9	162.3	160.1	-2.2	Krankenkassenprämienermässigung
Dîme de l'alcool	1.0	1.1	1.1	-0.0	Alkoholzehntel
Prévoyance sociale	330.7	330.9	337.6	6.7	Soziale Wohlfahrt
Assurances sociales	96.8	97.6	98.3	0.7	Sozialversicherungen
Action sociale	191.9	187.5	196.0	8.4	Sozialwesen
Aide à la jeunesse	26.0	28.0	27.2	-0.8	Hilfe an Jugendliche
Mesures chômage	14.0	15.6	13.7	-1.9	Massnahmen Arbeitslosigkeit
Intégration	2.0	2.2	2.4	0.2	Integration
Trafic	57.5	56.1	56.4	0.3	Verkehr
Entreprises de transport	57.5	56.1	56.4	0.3	Transportunternehmen
Aménagement et environnement	13.5	9.2	12.8	3.5	Umwelt und Raumplanung
Entretien des cours d'eau	4.3	1.9	3.9	1.9	Unterhalt der Wasserläufe
Entretien des forêts et du paysage	9.1	7.3	8.9	1.6	Wald und Landschaft
Economie publique	43.8	48.8	48.1	-0.7	Volkswirtschaft
Promotion touristique et économique	30.4	36.1	36.2	0.1	Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	8.6	8.4	7.8	-0.6	Landwirtschaft
Forces hydrauliques	4.8	4.3	4.1	-0.2	Wasserkraft
Finances	1.4	-	0.3	0.3	Finanzen
Communes : assainissements & fusions	1.4	-	0.3	0.3	Sanierungen & Fusionen von Gemeinden
Autres subventions	48.8	43.8	38.7	-5.1	Übrige Beiträge
Subventions des loteries	33.0	28.6	23.1	-5.4	Beiträge aus Lotterien
Divers	15.7	15.2	15.6	0.3	Übrige
Total	1'235.9	1'241.6	1'242.5	0.8	Total

Les subventions sans caractère d'investissement comprennent les charges extraordinaires.

Die Beiträge ohne Investitionscharakter beinhalten den ausserordentlichen Aufwand.

Annexe 4

Financements spéciaux Attributions et prélèvements

Anhang 4

Spezialfinanzierungen Einlagen und Entnahmen

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Administration générale	0.1	0.1	0.0	-0.1	Allgemeine Verwaltung
Epizooties	0.1	0.1	0.0	-0.1	Viehseuchen
Sécurité publique	1.3	-	-0.3	-0.3	Öffentliche Sicherheit
Police du feu	0.7	-	-0.9	-0.9	Feuerpolizei
Protection civile	0.5	-	0.6	0.6	Zivilschutz
Enseignement et formation	2.6	-0.1	0.9	0.9	Bildung
Formation professionnelle	2.6	-0.1	0.9	0.9	Berufsbildung
Culture et loisirs	0.2	-0.2	-1.1	-0.9	Kultur und Freizeit
Sport	0.4	-	-1.0	-1.0	Sport
Culture	-0.1	-0.2	-0.1	0.1	Kultur
Santé	-0.3	-0.2	-0.1	0.1	Gesundheit
Promotion santé et prévention	-0.3	-0.2	-0.1	0.1	Gesundheitsförderung und Prävention
Aménagement et environnement	-0.5	-1.9	-0.5	1.4	Umwelt und Raumplanung
Entretien / correction des cours d'eau	-1.9	-3.5	-2.0	1.5	Unterhalt / Korrektion Wasserläufe
Dommages non assurables	1.4	1.6	1.5	-0.1	Nicht versicherbare Elementarschäden
Economie publique	18.8	-0.5	7.5	7.9	Volkswirtschaft
Emploi	1.6	-	1.9	1.9	Beschäftigung
Loteries	-4.7	-0.0	5.1	5.1	Lotterien
Hébergement et restauration : formation	-0.4	-0.4	-0.4	0.0	Beherbergung und Bewirtung : Ausbildung
Fonds d'encouragement de l'énergie	1.3	-	0.9	0.9	Energieförderungsfonds
Préfinancement des FMV SA	11.8	-	-	-	Vorfinanzierung der FMV AG
Aménagements hydroélectriques	9.2	-	-	-	Rückkauf von Wasserkraftanlagen
Finances	-6.2	-2.9	2.4	5.3	Finanzen
Utilisation part cantonale RPLP	-4.1	-2.4	3.2	5.6	Kantonsanteil LSVA
Fusions de communes	0.6	2.0	1.7	-0.3	Gemeindefusionen
Péréquation financière intercommunale	-2.8	-2.5	-2.5	0.0	Interkommunaler Finanzausgleich
Autres financements	-36.6	-5.0	4.3	9.2	Übrige Finanzierungen
Préfinancement des dépenses ¹	-19.0	-	-0.1	-0.1	Aufwandsvorfinanzierungen ¹
Grands projets d'infrastructures du XXI ^e siècle	-15.7	-81.9	-31.9	50.0	Infrastrukturgrossprojekte des 21. Jahrhunderts
Fonds 3 ^e correction du Rhône	-	-5.7	-1.5	4.3	Fonds 3. Rhonekorrektion
Fonds de compensation des fluctuations de recettes	-	36.3	44.9	8.6	Kompensationsfonds für Ertragsschwankungen
Aide aux exploitations paysannes	-	-	-3.5	-3.5	Landwirtschaftliche Betriebsbeiträge
Fonds cantonal pour le tourisme	-	50.0	-	-50.0	Kantonaler Tourismusfonds
Divers	-1.9	-3.6	-3.6	0.0	Übrige
Total	-20.7	-10.5	13.0	23.5	Total

+ : Attributions / - : Prélèvements

¹ LGCAF, art. 22 al. 3 et 4

Les financements spéciaux comprennent
les attributions et prélèvements extraordinaires.

+ : Einlagen / - : Entnahmen

¹ FHG, Art. 22 Abs. 3 und 4

Die Spezialfinanzierungen beinhalten
die ausserordentlichen Einlagen und Entnahmen.

Annexe 5 Impôts

Anhang 5 Steuern

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Impôts sur le revenu et la fortune	778.8	767.3	790.8	23.5	Einkommens- und Vermögenssteuern
Impôts sur le bénéfice et le capital	121.1	126.9	130.5	3.6	Gewinn- und Kapitalsteuern
Impôts fonciers	20.3	20.6	20.7	0.1	Grundstücksteuern
Impôts sur les gains en capital	45.9	44.0	48.5	4.5	Vermögensgewinnsteuern
Droits de mutations et de timbre	73.2	81.3	81.0	-0.3	Vermögensverkehrssteuern
Impôts sur les successions et donations	16.1	15.0	25.4	10.4	Erbschafts- und Schenkungssteuern
Impôts véhicules, bateaux et autres impôts sur la propriété et la dépense	62.0	69.4	68.8	-0.5	Steuern auf Motorfahrzeuge, Schiffe und übrige Besitz- und Aufwandsteuern
Impôts sur les forces hydrauliques	77.4	91.5	96.7	5.2	Wasserkraftsteuern
Amendes fiscales	0.6	0.5	1.6	1.1	Steuerbussen
Total	1'195.3	1'216.4	1'264.1	47.7	Total

Annexe 6

Parts des recettes et contributions sans affectation

Anhang 6

Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Péréquation des ressources	443.7	490.0	490.0	0.0	Ressourcenausgleich
Péréquation, compensation des charges géo-topographiques	74.2	74.2	74.2	-0.0	Geo-topographischer Lastenausgleich
Part au produit des impôts sur les huiles minérales	31.8	32.1	30.6	-1.4	Anteil an der Mineralölsteuer
Part de l'Etat à l'impôt anticipé	21.3	18.0	25.7	7.7	Kantonsanteil an der Verrechnungssteuer
Part de l'Etat à l'IFD	61.0	61.0	63.3	2.3	Kantonsanteil an der DB
Part à la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP)	38.2	40.0	37.4	-2.6	Anteil an der Leistungsabhängigen Schwerverkehrsabgabe (LSVA)
Autres parts et contributions	2.6	2.7	2.6	-0.0	Andere Anteile und Beiträge
Total	672.8	717.9	723.8	5.9	Total

Annexe 7 Répartition RPLP

Anhang 7 Aufteilung der LSVA

(EN MILLIONS DE FRANCS)	FONDS AU / AM 01.01.2015	RÉPARTITION AUFTEILUNG		UTILISATION VERWENDUNG			FONDS AU / AM 31.12.2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)
		EN % IN %	TOTAL	FONCTION. LAUF- ENDE RECHNUNG	INVESTISS. INVESTI- TIONS RECHNUNG	FONDS ¹		
Services								Dienststellen
Routes, transports et cours d'eau	0.8	85.00	31.8	3.6	24.7	3.5	4.3	Strassen, Verkehr und Flussbau
Agriculture	1.5	10.00	3.7	2.9	1.2	-0.3	1.2	Landwirtschaft
Police cantonale	-	2.25	0.8	0.8	-	-	-	Kantonspolizei
Circulation routière	1.2	0.25	0.1	0.1	-	-	1.2	Strassenverkehr
Protection des travailleurs	-	0.50	0.2	0.2	-	-	-	Arbeitnehmerschutz
Administration des finances	-	2.00	0.7	0.7	-	-	-	Finanzverwaltung
Total	3.5	100.00	37.4	8.3	25.9	3.2	6.7	Total

¹ +: Attributions / -: Prélèvements

¹ +: Einlagen / -: Entnahmen

Subventions acquises

Beiträge für eigene Rechnung

(EN MILLIONS DE FRANCS)	COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Confédération	207.9	215.6	213.8	-1.8	Bund
Arsenal et casernes	2.9	3.0	3.1	0.1	Zeughaus und Kasernen
Enseignement	1.9	0.2	0.1	-0.1	Unterrichtswesen
Formation professionnelle	24.9	28.1	27.9	-0.2	Berufsbildung
HES-SO Valais-Wallis	2.9	-	-	-	HES-SO Valais-Wallis
Bourses d'études	1.0	1.0	1.0	0.0	Stipendien
Assurance-maladie	89.2	94.0	94.1	0.0	Krankenkassen
Assurances sociales	36.6	36.6	36.8	0.2	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	0.2	0.2	0.1	-0.0	Hilfe an Jugendliche
Intégration	1.3	1.6	1.6	-0.1	Integration
Economie	3.1	2.5	2.3	-0.2	Wirtschaft
Industrie, commerce et travail	19.8	23.2	20.9	-2.3	Industrie, Handel und Arbeit
Agriculture	0.5	0.5	0.5	0.0	Landwirtschaft
Transports	2.3	2.3	2.2	-0.0	Transportwesen
Routes nationales	7.0	8.9	6.0	-3.0	Nationalstrassen
Routes principales suisses	0.1	-	0.3	0.3	Schweizerische Hauptstrassen
Rhône	0.6	0.5	1.8	1.2	Rhone
Bâtiments	6.4	6.5	6.5	-0.0	Gebäude
Forêts et paysage	4.1	3.2	4.7	1.5	Wald und Landschaft
Divers	3.0	3.2	3.8	0.6	Übrige
Cantons	1.3	1.1	1.1	0.0	Kantone
Communes	241.5	233.8	227.5	-6.2	Gemeinden
Péréquation financière intercommunale	23.5	24.4	24.5	0.1	Interkommunaler Finanzausgleich
Enseignement	116.3	113.5	111.0	-2.5	Unterrichtswesen
Action sociale	39.5	31.9	32.0	0.1	Sozialwesen
Assurances sociales	21.2	17.5	17.6	0.1	Sozialversicherungen
Aide à la jeunesse	2.8	3.9	4.2	0.2	Hilfe an Jugendliche
Fonds pour l'emploi	5.8	4.7	4.7	0.0	Beschäftigungsfonds
Transports	9.0	9.4	9.0	-0.4	Transportwesen
Entretien des routes	19.7	23.3	19.8	-3.5	Strassenunterhalt
Divers	3.7	5.2	4.8	-0.4	Übrige
Propres établissements	10.0	8.1	13.4	5.4	Eigene Anstalten
Requérants d'asile	7.6	6.2	7.7	1.6	Asylbewerber
Divers	2.4	1.9	5.7	3.8	Übrige
Autres subventions	15.4	18.7	15.7	-3.0	Übrige Beiträge
Police du feu	4.4	4.4	2.2	-2.1	Feuerpolizei
Sport	4.1	4.3	4.0	-0.2	Sport
Divers	6.9	10.0	9.4	-0.6	Übrige
Total	476.2	477.2	471.6	-5.6	Total

Les subventions acquises comprennent les revenus extraordinaires.

Selon nouvelle organisation du DFS.

Die Beiträge für eigene Rechnung beinhalten den ausserordentlichen Ertrag.

Gemäss Neuorganisation des DBS.

Annexe 9

Anhang 9

Préfinancement des investissements
(Art. 22 al. 3)Vorfinanzierung von Investitionen
(Art. 22 Abs. 3)

(EN MILLIONS DE FRANCS)		CRÉATION DU FONDS BILDUNG DES FONDS	ETAT AU BESTAND AM 01.01.2015	ATTRIBU- TION EINLAGEN 2015	PRÉL./DISS. ENTN./ AUFLÖS. 2015	ETAT AU BESTAND AM 31.12.2015	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
TOTAL			4.7	4.3	-4.7	4.3	TOTAL	
GC	Parlement sans papier	2012	0.5	-	-0.5	-	GR	Papierloses Parlament
			0.5	-	-0.5	-		
OCRN	Tunnels Eyholz, Visp, Riedberg	2012	0.1	-	-0.1	-	ANSB	Tunnel Eyholz, Visp, Riedberg
OCRN	Divers projets	2015	-	2.0	-	2.0	ANSB	Verschiedene Projekte
			0.1	2.0	-0.1	2.0		
PC	Projet de télécommunication	2012	0.4	-	-0.4	-	KP	Telekommunikationsprojekt
			0.4	-	-0.4	-		
SCC	Informatisation du SCC	2015	-	0.8	-	0.8	KSV	Informatisierung der KSV
			-	0.8	-	0.8		
SCI	Divers projets informatiques	2012	0.1	-	-0.1	-	KDI	Verschiedene Informatikprojekte
			0.1	-	-0.1	-		
SDE	Aide au logement	2012	0.1	-	-0.1	-	DWE	Wohnbauhilfen
			0.1	-	-0.1	-		
SPM	Programme informatique « Migrations »	2012	0.1	-	-0.1	-	DBM	Informatikprogramm « Migrations »
SPM	Programme informatique « Migrations »	2015	-	0.2	-	0.2	DBM	Informatikprogramm « Migrations »
			0.1	0.2	-0.1	0.2		
SRFG	Modernisation des registres fonciers	2012	2.3	-	-2.3	-	DGBG	Modernisierung der Grundbuchämter
SRFG	Modernisation des registres fonciers	2015	-	1.3	-	1.3	DGBG	Modernisierung der Grundbuchämter
			2.3	1.3	-2.3	1.3		
SRTCE	Divers projets Routes cantonales	2012	1.1	-	-1.1	-	DSVF	Verschiedene Projekte Kantonsstrassen
			1.1	-	-1.1	-		

Annexe 10

Anhang 10

Investissements de l'Etat

Investitionen des Staates

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Routes nationales	D	210.3	250.0	198.8	-51.2	A	Nationalstrassen
	R	201.7	240.0	190.8	-49.2	E	
	N	8.7	10.0	8.0	-2.0	N	
Routes cantonales	D	67.0	76.5	57.0	-19.5	A	Kantonsstrassen
	R	30.5	40.3	24.0	-16.3	E	
	N	36.5	36.3	33.0	-3.2	N	
Rhône	D	9.8	34.0	12.4	-21.6	A	Rhone
	R	4.7	25.2	8.8	-16.4	E	
	N	5.1	8.8	3.6	-5.3	N	
Immeubles	D	23.6	49.7	45.5	-4.2	A	Dienstgebäude
	R	4.3	12.6	0.8	-11.9	E	
	N	19.3	37.0	44.7	7.7	N	
Mobilier, machines et véhicules	D	12.8	13.2	10.5	-2.6	A	Mobilien, Maschinen u. Fahrzeuge
	R	0.9	1.8	6.6	4.8	E	
	N	11.9	11.4	4.0	-7.4	N	
Autres investissements	D	11.9	8.6	9.4	0.9	A	Übrige Investitionen
	R	2.2	1.0	3.9	2.8	E	
	N	9.6	7.6	5.6	-2.0	N	
Total	D	335.5	431.9	333.7	-98.3	A	Total
	R	244.4	320.8	234.8	-86.0	E	
	N	91.1	111.1	98.9	-12.3	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Annexe 11

Anhang 11

Participations aux investissements de tiers

Beteiligungen an Investitionen Dritter

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Sécurité publique	N	-	-	-	-	N	Öffentliche Sicherheit
Feu et protection civile	D	5.2	5.6	7.7	2.1	A	Feuer- und Zivilschutz
	R	5.2	5.6	7.7	2.1	E	
	N	-	-	-	-	N	
Enseignement et formation	N	10.1	13.5	11.9	-1.6	N	Bildung
Enseignement	D	10.5	14.2	12.4	-1.8	A	Unterrichtswesen
	R	0.3	0.7	0.4	-0.3	E	
	N	10.1	13.5	11.9	-1.6	N	
Culture et loisirs	N	1.6	1.6	1.7	0.1	N	Kultur und Freizeit
Bâtiments et biens culturels	D	2.8	2.0	2.5	0.5	A	Kulturelle Gebäude und Güter
	R	1.2	0.4	0.7	0.3	E	
	N	1.6	1.6	1.7	0.1	N	

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Santé	D	10.8	7.6	7.0	-0.6	A Gesundheit
Prévoyance sociale	N	7.2	10.0	9.7	-0.3	N Soziale Wohlfahrt
Action sociale	D	5.5	6.4	6.4	0.0	A Sozialwesen
	R	2.1	1.9	1.9	0.0	E
	N	3.4	4.5	4.5	0.0	N
Aide à la jeunesse	D	0.9	2.1	2.1	-	A Hilfe an Jugendliche
Encouragement au logement	D	3.3	3.5	3.5	-0.0	A Wohnbauförderung
	R	0.3	0.2	0.3	0.1	E
	N	3.0	3.4	3.2	-0.2	N
Mesures chômage	D	-	-	-	-	A Massnahmen Arbeitslosigkeit
	R	0.1	-	0.1	0.1	E
	N	-0.1	-	-0.1	-0.1	N
Trafic	N	3.1	4.6	0.3	-4.3	N Verkehr
Entreprises de transport	D	3.1	4.6	0.3	-4.3	A Transportunternehmungen
Aménagement et environnement	N	27.3	26.8	26.8	-0.0	N Umwelt und Raumplanung
Aménagement du territoire	D	0.3	0.7	0.9	0.2	A Raumplanung
	R	0.2	0.6	0.9	0.3	E
	N	0.1	0.1	0.0	-0.1	N
Abornements et mensurations	D	11.0	10.7	3.8	-6.9	A Vermarkungen und Vermessungen
	R	10.8	10.0	3.5	-6.5	E
	N	0.3	0.7	0.3	-0.4	N
Forêts	D	35.1	34.9	34.2	-0.6	A Wälder
	R	16.3	16.6	16.3	-0.3	E
	N	18.7	18.3	18.0	-0.3	N
Correction des torrents	D	9.6	15.0	12.7	-2.3	A Korrektion der Wildbäche
	R	6.2	12.0	8.9	-3.1	E
	N	3.4	3.0	3.8	0.8	N
Protection de l'environnement	D	5.6	6.1	6.0	-0.1	A Umweltschutz
	R	0.9	1.4	1.3	-0.1	E
	N	4.8	4.7	4.7	-0.0	N
Economie publique	N	16.0	12.6	14.1	1.6	N Volkswirtschaft
Energie	D	9.5	9.1	8.3	-0.8	A Energie
	R	7.2	6.0	5.7	-0.3	E
	N	2.3	3.1	2.6	-0.5	N
Promotion économique et touristique	D	3.0	0.1	2.1	2.0	A Wirtschafts- und Tourismusförderung
Agriculture	D	17.6	16.1	16.5	0.4	A Landwirtschaft
	R	6.9	6.7	7.1	0.4	E
	N	10.8	9.4	9.4	0.0	N
Total	D	133.7	138.6	126.4	-12.1	A Total
	R	57.6	62.0	54.9	-7.1	E
	N	76.1	76.6	71.6	-5.1	N

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Prêts et participations permanentes

Darlehen und Beteiligungen

(EN MILLIONS DE FRANCS)		COMPTE RECHNUNG 2014	BUDGET 2015	COMPTE RECHNUNG 2015	ECARTS DIFFERENZ 2015-B15	(IN MILLIONEN FRANKEN)	
Prêts						Darlehen	
Crédits LIM et NPR	D	25.7	23.5	24.6	1.1	A	IHG und NRP-Kredite
	R	22.3	20.2	19.4	-0.8	E	
	N	3.5	3.3	5.2	1.9	N	
Crédits agricoles	D	3.5	3.5	6.0	2.5	A	Agrarkredite
	R	8.1	8.8	6.3	-2.5	E	
	N	-4.6	-5.3	-0.3	5.0	N	
Prêts d'études	D	3.3	3.6	2.8	-0.8	A	Ausbildungsdarlehen
	R	8.5	8.7	7.7	-1.0	E	
	N	-5.2	-5.1	-4.9	0.2	N	
Prêts aux transports publics	D	13.8	16.1	12.1	-4.0	A	Darlehen an Transportunternehm.
	R	0.8	0.8	0.8	0.0	E	
	N	13.0	15.4	11.3	-4.0	N	
Crédits forestiers	D	1.2	1.2	0.9	-0.4	A	Forstkredite
	R	1.3	1.2	1.3	0.0	E	
	N	-0.1	-	-0.4	-0.4	N	
Autres prêts	D	0.1	-	0.0	0.0	A	Übrige Darlehen
	R	0.1	0.1	0.1	0.0	E	
	N	-0.1	-0.1	-0.1	0.0	N	
Participations permanentes						Beteiligungen	
Participations du Service de l'énergie et des forces hydrauliques	D	1.3	-	-	-	A	Beteiligungen der Dienststelle für Energie und Wasserkraft
	R	-	-	-	-	E	
	N	1.3	-	-	-	N	
Autres participations	D	0.0	-	0.0	0.0	A	Übrige Beteiligungen
	R	0.0	-	0.0	0.0	E	
	N	0.0	-	0.0	0.0	N	
Total	D	48.8	48.0	46.5	-1.5	A Total	
	R	41.0	39.8	35.6	-4.2	E	
	N	7.8	8.2	10.8	2.6	N	

D = Dépenses R = Recettes N = Montants nets

A = Ausgaben E = Einnahmen N = Netto

Tableau des amortissements des excédents de charges et des insuffisances de financement

Abschreibungstabelle der Aufwandsüberschusses und der Finanzierungsfehlbeträge

(EN MILLIONS DE FRANCS)	MONTANT BETRAG	AMORTISSEMENT ABSCHREIBUNG 2015	SOLDE A AMORTIR ABZUSCHREI- BENDER BETRAG	(IN MILLIONEN FRANKEN)
Découverts 2013				Fehlbeträge 2013
comptable	-53.5	53.5	-	buchmässiger
financier	-82.6	82.6	-	finanzieller
Découverts 2014				Fehlbeträge 2014
comptable	-83.9	42.2	-41.8	buchmässiger
financier	-84.2	14.6	-69.7	finanzieller
Total				Total
comptable (excédents de charges)	-137.5	95.7	-41.8	buchmässig (Aufwandüberschüsse)
financier (insuffisances de financement)	-166.9	97.2	-69.7	finanziell (Finanzierungsfehlbeträge)

Selon décision du Grand Conseil du 16 décembre 2014, les découverts financiers et comptables des années 2013 et 2014 sont amortis sur trois ans sur les années 2015, 2016 et 2017. Toutes les distributions éventuelles de la Banque nationale suisse en 2015, 2016 et 2017 doivent être intégralement employées à compenser les découverts financiers et comptables des années 2013 et 2014.

Gemäss dem Entscheid des Grossen Rates vom 16. Dezember 2014 werden die finanziellen und buchmässigen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 über drei Jahre abgeschrieben, nämlich über die Jahre 2015, 2016 und 2017. Sämtliche allfälligen Ausschüttungen der Schweizerischen Nationalbank, welche in den Jahren 2015, 2016 und 2017 erfolgen, müssen vollumfänglich zur Deckung der finanziellen und buchmässigen Fehlbeträge der Jahre 2013 und 2014 verwendet werden.

Editeur

Etat du Valais, Conseil d'Etat
par le Département des finances et des institutions

Rédaction

Administration cantonale des finances

Distribution

Le présent document peut être téléchargé à partir
de l'adresse : www.vs.ch.

Mars 2016

Herausgeber

Staat Wallis, Staatsrat
durch das Departement für Finanzen und Institutionen

Redaktion

Kantonale Finanzverwaltung

Verteilung

Das vorliegende Dokument kann von der Homepage
www.vs.ch heruntergeladen werden.

März 2016



Imprimé sur papier cocoon 200 g/m² et 120 g/m² fabriqué à 100%
avec du vieux papier désencré.

Gedruckt auf 200 g/m² und 120 g/m² Cocoon Papier, hergestellt
aus 100% tintenfreiem Altpapier.